

# Rouge

Nouvelle-Calédonie

Le grand jeu  
de Pisani

P. 12/13/14

M 1578 N° 1152 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

22 au 28 mars 1985

*Entassés. Parqués. Expulsés.*

## Le scandale du logement des immigrés



# Pendant la boucherie les ventes continuent

Par Jean-Jacques Laredo

Quand, le 19 septembre 1980, le président irakien Saddam Hussein dénonce l'accord signé en 1975 à Alger avec le shah d'Iran, définissant le tracé des frontières entre les deux pays, rien ne laissait présager qu'allait s'ouvrir le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Irak pensait que son adversaire allait s'écrouler. Il n'en fut rien et, en juin 1982, Saddam Hussein proposa un cessez-le-feu et des négociations. L'Iran, en réponse lança ses troupes à l'assaut du territoire irakien. En première ligne, des bataillons composés d'adolescents de douze à quinze ans, qui se feront décimer dans les marais des îles Majnoun. D'escalade en escalade, la guerre prend un tour nouveau. Il ne s'agit plus simplement de s'attaquer à des objectifs économiques, comme les pétroliers qui s'approvisionnent au terminal iranien de Kharg. Ce mois de mars 1985, quatre ans et demi après le début du conflit, voit la reprise à grande échelle de la guerre des villes. Chacun des camps pense saper les fondements de l'adversaire en faisant des ravages dans la population civile. L'Irak, qui dispose d'une supériorité aérienne, s'en est pris à Téhéran et six autres villes iraniennes. L'Iran, à son tour, fait entrer en action son aviation. Des deux côtés, des missiles sol-sol sont employés à profusion. Il est impossible d'établir un bilan exact des victimes de ce déchaînement meurtrier, mais c'est en centaines de milliers que se chiffre le nombre de ceux qui sont tombés. Il est également impossible d'établir le montant exact des bénéfices que ce conflit rapporte aux marchands de canons. Ce sont des missiles Exocet que l'Irak utilise, des Mirages français qui équipent, avec des Migs, l'aviation irakienne. Paris tient, en effet, à demeurer dans le peloton de tête des vendeurs de mort. Les destructions de cette guerre s'accumulent pour le plus grand plaisir de ceux qui n'y voient qu'un gigantesque marché et pour le plus grand malheur des peuples, lancés dans une guerre contraire à leurs intérêts.

## RENAULT-LE MANS La CGT contre « les gauchistes »

« Avertissement solennel de la CGT », titrait le tract diffusé le 14 mars à l'usine Renault du Mans, au lendemain d'un débrayage organisé par la CGT. Avertissement de la direction ? Non ! Avertissement « contre les grèves minoritaires et les gauchistes. Un noyau d'une petite centaine de personnes ». Le tract en question se déchaîne contre un militant de LO, adhérent de la CGT. Ses nom, prénom et numéro d'atelier sont dévoilés ! « Il est manipulé par la direction, et complice du chef du personnel. » C'est la chasse aux gauchistes, qui rappelle de vieux souvenirs. La direction de la CGT veut, à tout prix, éviter tout débordement, comme cela s'est produit pendant les grèves de septembre.

Mercredi 13 mars, les délégués CGT du secteur tracteur avaient fait passer le mot d'ordre « débrayage de 9 h à 10 h 30, visite au bureau du chef de département, et surtout pas un mot aux délégués CFTD du coin ». Au même moment, d'ailleurs, la CFTD recevait un courrier de la CGT lui demandant une entrevue pour analyser la situation et organiser, éventuellement, l'action ensemble ! Une bonne partie des travailleurs qui débraient reprennent le travail, sans perspective, désorientés. Deux cents travailleurs, décidés, quittent par contre l'usine, en cortège, pour se rendre à la réunion du comité d'entreprise qui se tient au même moment. Tout au long du trajet une bonne partie des manifestants proposeront « d'aller faire bouger les gars de l'automobile », plutôt que d'aller visiter le comité d'entreprise « qui ronronne ». Les délégués CGT veillent au grain. Pas question d'étendre le mouvement !

Au CE un débat aura lieu, stérile, avec le chef du personnel. Dans l'après-midi, une partie des deux cents reprend le travail, éccourés. Un dernier groupe de grévistes refuse de baisser les bras. Un responsable CGT les harangue, pour les faire rentrer dans le rang. C'est le coup de grâce. Le lendemain ce sera le tract antigauchiste ! Deux précautions valent mieux qu'une. La CGT est prête à tout pour garder les travailleurs sous son contrôle. Quelles qu'en soient les conséquences sur la mobilisation, pour la défense de l'emploi.

Renault-Le Mans subit déjà une baisse d'effectif importante. Les départs en FNE appliqués depuis début 1985 aboutiront à la disparition de 1 400 travailleurs de l'usine. 1 500 salariés de l'entreprise sur environ 7 200 sont rattachés à l'usinage et au montage de la DMA (Division du machinisme agricole). La branche en question est déficitaire. « Besse va-t-il tailler dans le vif, céder la DMA à un tiers » Voilà ce que se disent les travailleurs de l'usine. Rien à voir avec la chasse aux gauchistes !

## RACISME Le 23 mars, à Paris, une manifestation

L'ensemble des ASTI de la région parisienne se sont données rendez-vous le 23 mars prochain, à l'occasion de la journée internationale contre le racisme. Elles ont choisi comme lieu la Goutte d'Or. Ce quartier du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris est symbolique des difficultés des immigrés pour avoir une vie décente.

Les logements vétustes, datant souvent du siècle dernier, sont habités par plus d'une vingtaine de nationalités différentes, d'un niveau de vie modeste. Cette intégration, cette coexistence est unique dans la capitale.

Après des décennies d'abandon par toutes les autorités compétentes, la Goutte d'Or est aujourd'hui classée « îlot sensible ». Une vaste opération de rénovation est prévue. Son résultat en sera l'expulsion de la majeure partie de ses habitants vers la périphérie. Les requins de l'immobilier et la mairie de Paris veulent en faire un « beau quartier ».

Aujourd'hui rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie des habitants de la Goutte d'Or : pas d'eau chaude pour un tiers des appartements ; pas de douche ni de toilettes pour la moitié d'entre eux ; des centaines d'enfants attendent encore le droit d'apprendre à lire et à écrire. Les seules réponses qui sont faites sont les expulsions, les opérations policières d'une rare violence, l'interdiction du regroupement familial qui rend clandestins plusieurs milliers de femmes. Bref, un cortège de non-droits !

L'UR-ASTI de la région pa-

risienne appelle donc à une manifestation, le 23 mars à 16 heures, à l'angle des rues Affre et Saint-Bruno et à une soirée culturelle à la salle Saint-Bruno à partir de 18 h 30.

## WILLOT-LEVEQUE Bon aryenn...

« Toutes ces affaires aux Etats-Unis étant dirigées par des juifs, il est très difficile aux aryens de s'en mêler. » « De quoi dégueuler », commente le journaliste de Libération qui rapporte ce commentaire d'un certain Christian Bricard, soixante-treize ans, ancien président de la Belle Jardinière, administrateur de nombre de sociétés de l'empire des frères Willot, à propos du rachat par ceux-ci, de la société américaine Korvettes, qui n'améliora pas les affaires du groupe !

Les frères Dalton du textile sont toujours en procès. Lundi 18 mars, l'audience au cours de laquelle le président de la Belle Jardinière prononça ces phrases, qui nous ramènent un peu plus de quarante ans en arrière, était consacrée au témoignage de leur banquier, Jean-Maxime Lévêque, P-DG du Crédit commercial de France, avant la nationalisation de cette banque par le gouvernement issu du 10 mai 1981.

Le banquier en question a, paraît-il, été très dur pour les frères Willot. Qu'a-t-il pensé de la réflexion du président Bricard ? Mystère. Ah. Précisons : monsieur Jean-Maxime Lévêque vient de mener à bien une opération politique intéressante. Président d'un vague mouvement UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité, ou quelque cho-

se comme ça...), il vient de fusionner avec le Centre national des indépendants et paysans. Il est donc, aujourd'hui, l'un des porte-parole du CNIP, organe de liaison (officiel) entre les partis de droite, UDF, RPR, et le Front national.

Entre bons aryens, y'a peut-être moyen de s'entendre...

## VEIL-LEVEQUE Les bons comptes...

Madame Simone Veil tenait encore, dimanche soir, sur les chaînes de télévision, le rôle de la bonne bourgeoise en commentant les résultats des cantonales. Elle était insoupçonnable de quelque faiblesse que ce soit vis-à-vis des troupes du Front national.

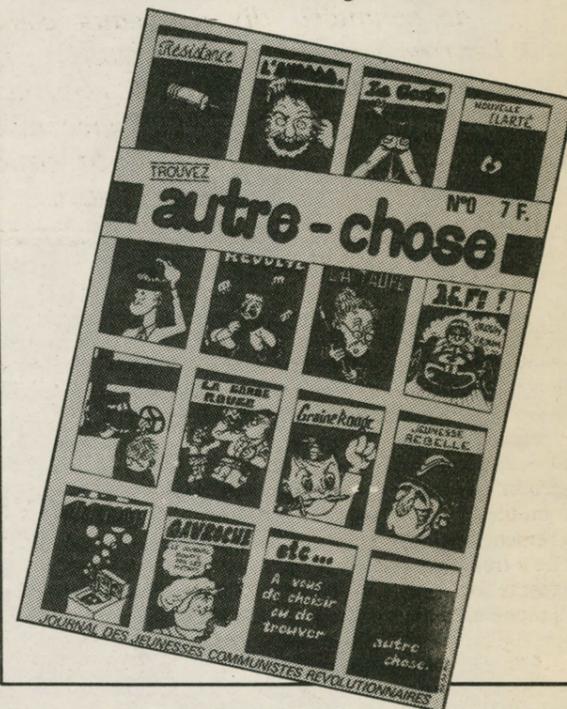
Madame Veil a connu les camps de concentration. En septembre 1984, elle s'élevait à Perpignan contre les alliances entre le Front national, le RPR et l'UDF dont elle est membre. « Si l'on accepte de faire un bout de chemin avec certains alliés, déclarait-elle, on ne peut qu'accepter certaines de leurs idées et en porter les stigmates. »

Argument imparable ! Mais madame Veil est aussi femme d'affaires et de compromis. Elle s'est présentée aux élections européennes avec un certain monsieur Robert Hersant. Celui-ci, aux temps des camps, était dans le camp contraire au sien ! Elle est la seconde administratrice française de la compagnie financière hollandaise, renommée dans les milieux boursiers, Robeco. L'autre, c'est Jean-Maxime Lévêque (voir ci-dessus). Les bons comptes, paraît-il, font les bons amis...

### Concert pour le Salvador avec le groupe Cutumay Camones

Lundi 25 mars, 19 h 30  
Salle Martin Luther King  
32, rue Olivier Noyer 75014 Paris  
A l'appel de Radio Venceremos.  
Avec le soutien des comités de solidarité et de nombreuses organisations humanitaires.

## UN NOUVEAU JOURNAL

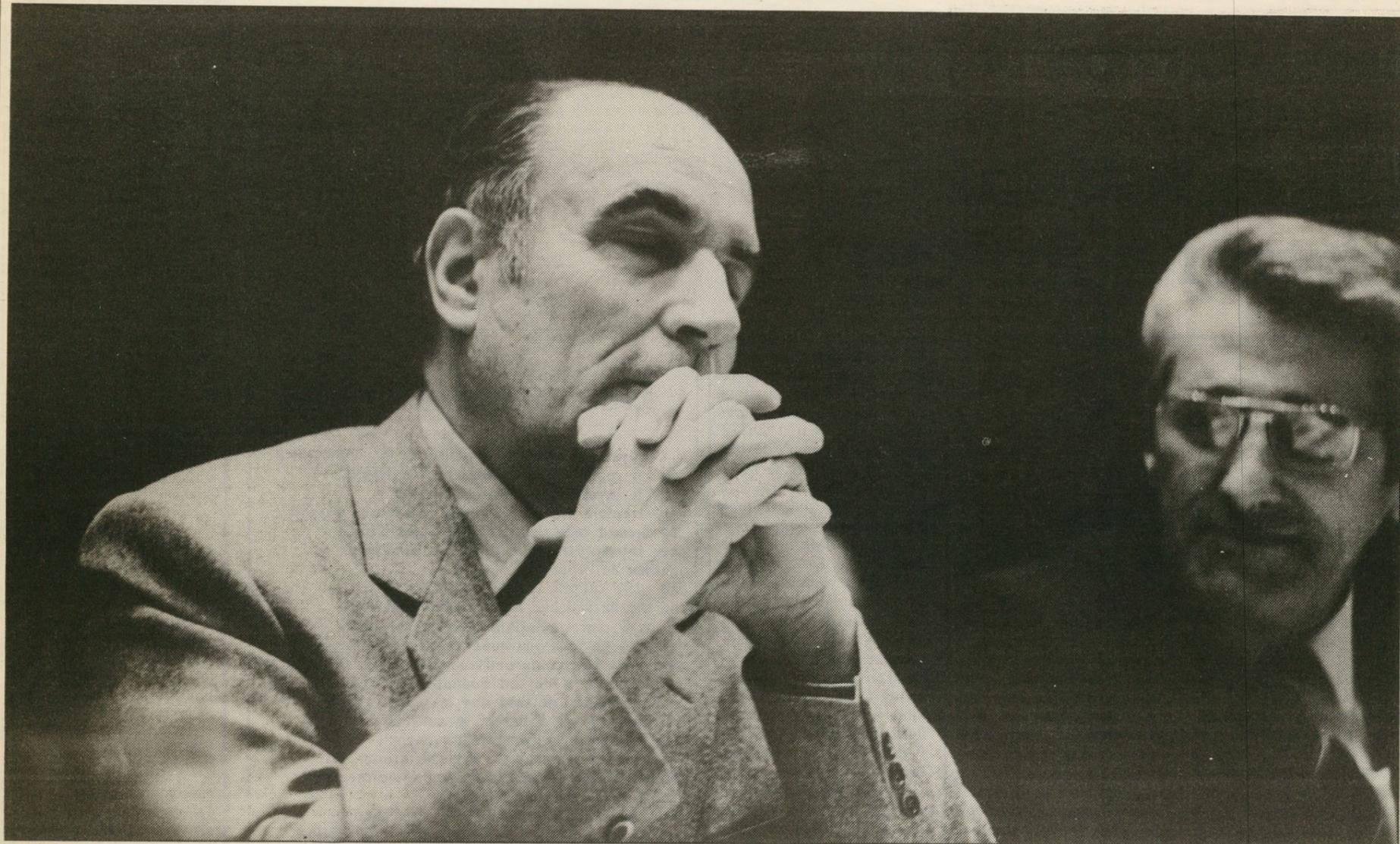


### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie ---
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

## Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



## Horizon 86

**Le second tour des cantonales confirme les grandes tendances du 10 mars. Le désarroi, la désorientation produits par la politique des partis de gauche permettent à la droite de conquérir dix nouveaux conseils généraux et à l'extrême droite de se banaliser. L'heure est désormais aux grandes manœuvres sur la réforme du mode de scrutin. Plus que jamais, tout doit être mis en œuvre pour qu'une autre voix, à gauche de la gauche, se fasse entendre dans le pays.**

Que dire du second tour des élections cantonales sinon qu'il confirme, sans les amplifier, les tendances apparues au soir du 10 mars ? La vie politique va désormais entrer dans une phase aiguë de grandes manœuvres, dont l'horizon n'est autre que le scrutin de mars 1986. Il n'est cependant pas inutile de revenir sur les grands enseignements de la dernière consultation.

Le « frémissement » tant attendu par les dirigeants socialistes ne s'est pas concrétisé. La gauche est minoritaire sur le terrain des urnes. Elle perd le contrôle de dix nouveaux départements : l'Isère, la Gironde, l'Oise, l'Indre, la Corrèze, la Charente-Maritime, les Alpes-de-Haute-Provence, le Var, la Corse-du-Sud et l'Eure-et-Loire. Même la mobilisation entre les deux tours d'une fraction de l'électorat populaire pour faire échec aux battus du 10 mai, n'a pu enrayer le processus. Près de quatre ans après 1981, le rapport des forces s'est dégradé au profit de la réaction. Et le fait que les organisations ouvrières conservent une courte majorité parmi les salariés ne saurait escamoter le fait que la droite progresse dans certaines catégories, auparavant acquises à la gauche, notamment des chômeurs (52 % contre 44 % au PS et au PCF).

Au second tour, comme au premier, le PS et le PCF ont acquitté la note de la politique d'austérité appliquée depuis 1982. Les sondages réalisés à la « sortie des ur-

nes » en témoignent : 40 % des électeurs se sont déterminés en fonction du chômage, 22 % retenant de leur côté la hausse des prix. Des chiffres qui constituent un réquisitoire accablant.

### Un rapport de forces favorable à la réaction

Cela n'empêche pourtant pas chacun des anciens partenaires de l'Union de la gauche de chercher à dissimuler leur bilan. Le PS tire argument du fait qu'il conforte sa place de premier parti ouvrier et de première force politique de l'Hexagone. Si cela lui offre d'indéniables possibilités de manœuvres sur la scène centrale, il n'en demeure pas moins qu'a été dilapidé le capital ayant permis à François Mitterrand de l'emporter sur Giscard et aux socialistes d'acquiescer une majorité absolue au Palais-Bourbon. Quant au PCF, il voit dans la conservation de son principal bastion, la Seine-Saint-Denis, le signe d'un « léger redressement ». Les dirigeants communistes se contentent décidément de peu. Ce qui est bien à l'image d'un parti guidé par l'unique souci d'arrêter son hémorragie électorale, mais incapable d'offrir la moindre solution mobilisatrice au monde du travail.

Avec 53,51 % des suffrages, le camp bourgeois pourrait pavoiser. Il continue à engranger patiemment les bénéfices des trahisons gouvernementales. Ses résultats,

dans nombre de cantons, donnent cependant toute la mesure des failles qui le traversent. Le RPR et l'UDF ne peuvent en effet espérer vaincre en 1986, sans l'appoint de l'extrême droite. Si cela ne pose guère de problèmes de conscience à des états-majors qui ont allègrement repris nombre de thèmes de propagande de cette dernière, leur base éclate sur le problème des rapports avec le Front national. Les partisans d'une revanche musclée reportent massivement leurs voix sur la formation de Le Pen mais près d'une moitié des électeurs de droite s'y refusent, 20 % d'entre eux allant jusqu'à favoriser les candidats socialistes en cas de duel entre la gauche et l'extrême droite.

Voilà qui confirme spectaculairement l'incapacité des appareils traditionnels de l'opposition à unifier sous leur direction l'ensemble du bloc réactionnaire. Cette crise doit conduire à renforcer la vigilance face à l'émergence du Front national. Certes, celui-ci n'a gagné qu'un siège de conseiller général. Mais le deuxième tour des cantonales confirme qu'aujourd'hui une organisation fascisante a suffisamment banalisé son existence et affermi son implantation pour que dans douze cantons elle recueille plus de 40 % des voix, et que, dans vingt et un autres, ses scores oscillent entre 20 % et 40 %.

### Le dilemme de Mitterrand

Pareille situation s'avère évidemment propice à toutes les opérations politiques, à commencer par celles du chef de l'Etat. Dans ce cadre, la réforme de la loi électorale va désormais occuper le devant de la scène. En introduisant une dose limitée de proportionnelle dans la représentation nationale, Mitterrand peut en effet favoriser l'entrée du Front national au Parlement et priver l'opposition parlementaire de la majorité absolue que lui assurerait le maintien du présent mode de scrutin. Avec un peu moins d'un tiers de l'électorat, le PS se trouverait dès lors placé en position de force pour négocier la formation d'une nouvelle majorité, avec une fraction de la droite. A terme, en brisant la bipolarisation engendrée par ce système électoral, l'hôte

de l'Elysée pourrait de surcroît espérer éliminer l'un des principaux facteurs d'instabilité politique.

Reste que le silence actuel de nos gouvernants traduit également les risques d'une telle opération. En poussant à l'atomisation de la vie politique, la réforme électorale peut fort bien porter atteinte au crédit des institutions. Au sein de l'aire d'influence socialiste, des voix se font déjà entendre sur ce thème. Ainsi, André Fontaine, le directeur du *Monde*, écrivait le 9 mars : « Le risque est plutôt que ne renaissent les magouilles et les soubresauts qui ont eu raison de la IV<sup>e</sup> République. »

Dans ces conditions, le président de la République risque de se trouver confronté à la fois aux réticences d'une fraction de ses partisans et à l'action d'une droite qui fera tout pour éviter l'aboutissement du projet présidentiel. Et, comme l'été dernier, il ne trouvera guère d'appui auprès d'une opinion populaire qui ne retiendra des affrontements centraux que l'aspect politicien et étranger à ses préoccupations.

### Sortir de l'impasse

Pas plus qu'hier, il ne faut compter sur cette gauche faillie pour mettre un terme à des processus désagrégeateurs. Au contraire, l'accentuation de l'austérité et les magouilles de sommet conjugueraient leurs effets pour répandre une désorientation accrue parmi le peuple de gauche. Ce qui confortera, en retour, les attaques des possédants contre la population laborieuse.

Sortir de l'impasse sera possible si s'affirme dans le pays une autre voie, celle du combat résolu contre la domination du capital et de ses représentants, si se construit une large force unitaire entendant refonder l'espoir à gauche, en défendant vraiment les exigences ouvrières et populaires. Tel est l'enjeu des prochains mois. Un enjeu qu'il convient dès à présent de concrétiser par le débat et l'action sans sectarisme, par le regroupement de tous ceux qui ne se résignent pas au triomphe de la réaction. Il y a urgence et c'est la première des leçons qu'il faut tirer de la consultation des 10 et 17 mars.

Christian Picquet

DROITE-EXTREME DROITE

# Un candidat parmi d'autres

*Il est des élus qui méritent qu'on s'y arrête, tant leur pedigree politique symbolise les étroits rapports qui lient droite classique et extrême droite. Alain Robert, vainqueur dans le canton de Montreuil-Ouest avec l'investiture du Centre national des indépendants (CNIP) et du RPR, est du nombre.*

Notre homme commence sa carrière politique à la Fédération des étudiants nationalistes, avant de participer à la fondation d'Occident, groupe que ses exactions firent dissoudre en novembre 1968. A cette époque, notre tout nouveau notable fut de toutes les actions de commando. On le retrouve ainsi en 1967, sur le campus de Rouen, où ses brillants exploits (plusieurs blessés sérieux dont l'un sera trépané) lui valent d'être arrêté et condamné. Plus tard, il lance le Groupe-union-droit (GUD), qui réussit progressivement à interdire toute liberté d'expression à la faculté d'Assas et multiplie les attaques et les provocations dans les lycées et universités.

Représentant des « étudiants », Robert joue un rôle de premier plan dans la création d'Ordre nouveau, dont il devient rapidement le secrétaire général. L'idéologie de ce groupe est sans ambiguïtés. Dans ses publications, on trouve des proclamations inspirées de la plus pure tradition fasciste : « Ordre nouveau entend s'opposer physiquement à la décomposition de l'Occident sous toutes ses formes. Il s'est déjà

battu, se bat et il va se battre plus durement encore contre la perversion marxiste... A ce combat, nous appelons tous les Français. Nous ne leur promettons ni sinécures ni profits ni décorations. Nous allons leur demander au contraire du courage, des efforts, des sacrifices contre une seule récompense : la joie profonde du plus haut devoir accompli jusqu'aux limites de soi-même. »

En 1972, Ordre nouveau lance le Front national, en compagnie de Le Pen. Pour les nazillons français, l'objectif est d'élargir leur champ d'action comme l'explique leur journal, *Pour un ordre nouveau* : « La seule loi d'un révolutionnaire est la loi de l'efficacité ; pour lui, la fin justifie réellement les moyens et tout doit être subordonné à la victoire de la cause (...) Notre fusion avec de vastes couches populaires dans les luttes "sur le terrain" est à ce prix (...) L'on cite souvent comme exemple la révolution fasciste en Italie. On oublie qu'à la fondation des fasci, en 1918, Mussolini combattait depuis plus de vingt ans comme agitateur et journaliste... »

Après avoir créé le Parti

des forces nouvelles (PFN), en 1974, Robert tire vite un bilan d'échec des tentatives de l'extrême droite de construire un « grand parti nationaliste ». En 1981, il rallie, avec la majorité des chefs de file du PFN, le vieux CNIP, qui devient dès lors le centre d'accueil de tous les activistes en mal de respectabilité. Membre de l'exécutif de l'ancien parti de Pinay et responsable du Mouvement national des élus locaux (MNEL), Robert a-t-il vraiment abandonné ses idées ? Il est permis d'en douter quand on découvre les « cent propositions » formulées par le CNIP, sous sa houlette, les 27 et 28 mars, à Noisy-le-Grand. On y parle d'interdire toutes les grèves « qui auraient pour motif des raisons extérieures aux relations de travail dans l'entreprise », qui seraient considérées comme « politiques ou idéologiques » ainsi que les occupations de locaux professionnels ou les piquets de grève. De même, on menace de supprimer les dispositions du Code du travail qui fixent le droit de licenciement et on propose la constitution d'une « banque de données sur les étrangers » et d'une police spéciale chargée de « contrôler les flux migratoires clandestins aux frontières et d'intervenir sur l'ensemble du territoire pour réprimer toutes les situations irrégulières ». Travail-famille-patrie, discrimination raciale : tout y est !

A. T.

## Les mains sales

« Prouvez que nous ne sommes pas des démocrates et des républicains » : c'est en ces termes que le président du Front national apostrophait les responsables politiques, au soir du second tour des cantonales sur TF 1. Ses interlocuteurs de droite se sont bien gardés de répondre.

Et pour cause ! Derrière la fermeté de façade affichée par les états-majors, de multiples tractations se sont déroulées, secrètes parfois, inavouées, souvent honteuses toujours. Les compromissions de l'UDF Gaudin à Marseille et de son homologue Martin à Montpellier ne sont que la pointe visible de l'iceberg. A Avignon, le maire RPR n'a pas hésité à conclure un pacte de non-agression avec l'extrême droite, entraînant le désistement de son représentant. Dans le Territoire de Belfort, Le Pen a retiré ses candidats en échange de sa reconnaissance officielle par l'opposition locale. Dans la Drôme, le président départemental du parti giscardien a obtenu le ralliement des 811 voix lepénistes à Valence. Et il ne faudrait pas oublier les cas où les négociations avaient été menées avant le premier tour, comme dans les Alpes-Maritimes, sous la houlette du RPR Médecin.

Voilà qui jette une lumière crue sur les véritables relations de la droite traditionnelle et de l'extrême droite. Qui s'en étonnerait ? La volonté de revanche sociale est trop similaire, les électors et les réseaux sont trop entremêlés pour que les battus du 10 mai fassent la fine bouche. Cela devrait, pour le moins, inciter à la réflexion ces responsables socialistes qui affichent leur préférence pour la droite « républicaine », lorsque celle-ci reste seule en lice face aux hommes de Le Pen. On ne combat pas la menace émanant d'un courant fascisant, en décernant un brevet de démocratie à ceux qui lui fraient en permanence le chemin.

Christian Picquet

253.000

Un flacon de khôl de neuf centimètres de haut, souvenir de la XVIII<sup>e</sup> dynastie égyptienne (1300 avant J. C.) vient d'être vendu aux enchères chez Christie's à Londres pour la modique somme de 253 000 francs. Une médaille de tête royale de la même époque, de quatre centimètres de haut, en pâte de verre bleu turquoise a été adjugée à 90 000 francs. Le vendeur de la collection, dont ces deux pièces ne constituaient qu'une toute petite partie, est un homme d'affaires kowetien. Bonnes affaires, non ?

39,4

Pour la deuxième année consécutive, les résultats des entreprises sont en hausse. L'indice officiel des profits réalisés pour 1984 s'élève à 39,4 %. Il représente le rapport : excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée, moins les salaires et les impôts sur la production) sur la valeur ajoutée (chiffre d'affaires, diminué de la valeur des produits consommés par l'entreprise). Il progresse de 1,4 points sur 1983, de 2,5 points sur le second semestre 1982. Bonnes affaires pour les patrons !

-2,4

Le coût unitaire total des biens produits s'est élevé en 1984 de 5,8 % contre 8,2 % en 1983. Le taux de progression s'est donc réduit de - 2,4 points. Cette décélération des coûts de production s'explique pour plus de la moitié par la baisse des salaires. Leur taux de croissance a été divisé par deux : 4,5 % en 1984 contre 8,7 % en 1983. Les gains de productivité, eux, ont continué de croître : 5,8 % en 1984 contre 4,4 % en 1983. Et devinez donc à qui tout cela profite ?

10,3%

En 1984, un nouveau record vient d'être battu : celui du nombre de licenciements économiques. Il est passé de 365 000 en 1983 à 430 000 en 1984. Les licenciements économiques sont pour 80 % d'entre eux le fait d'établissements de moins de vingt salariés. Aujourd'hui, plus de dix personnes (10,3) sur cent en âge de travailler et disponibles sont privées d'emploi.

2%

La décélération des salaires s'est poursuivie en 1984. Le salaire moyen progressait trimestriellement de 4 % début 1982, sa croissance est passée au-dessous de 2 % en 1984. Cela, souligne l'INSEE, « constitue certainement l'un des traits marquants de l'année ». Marquant ! Pour les salariés, c'est sûr.

Alain Robert, avec un gourdin, en 1969, à Nanterre.



## «Démocrate et républicain»

*Le Pen, on le sait, aspire à la respectabilité. Il l'a encore réaffirmé sur les plateaux de télévision, au soir du second tour des cantonales. Mais il est des moments où le masque tombe et où la nature de son mouvement apparaît crûment.*

A Béziers le 12 mars, les policiers arrêtaient Patrick Mensuy, membre du Front national, qui reconnut être l'auteur d'un attentat à la bombe commis quelques jours auparavant contre la Maison des rapatriés. Une réédition, en quelque sorte, de la tactique de provocations par laquelle l'OAS se rendit tristement célèbre. Le plus intéressant est sans doute que les déclara-

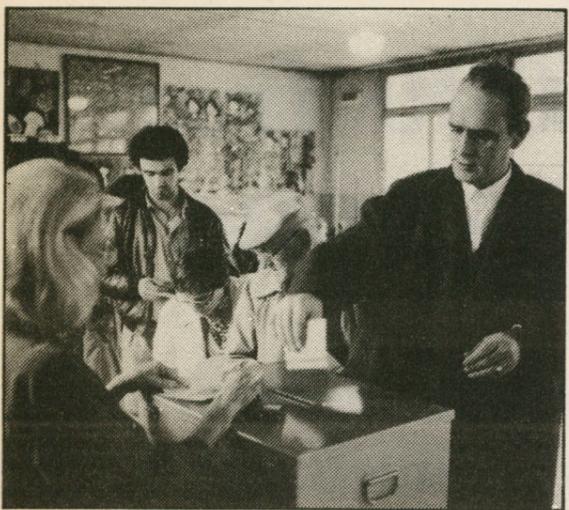
tions du plastiqueur conduisirent les enquêteurs à appréhender Serge Lopez.

Ce dernier est non seulement le représentant local du parti de Le Pen mais il appartient à ses instances dirigeantes. Il figurait notamment en trentième position sur la liste du Front national pour les élections européennes et était alors présenté comme membre

du « bureau fédéral de l'Hérault ».

Autre bavure significative, celle d'un candidat de Montpellier qui n'hésite pas à proclamer : « Travail, famille, patrie, pourquoi pas ? Alors que liberté, égalité, fraternité, ça ne veut plus dire grand-chose. » Une profession de foi pétainiste qui est à rapprocher de celle de Daniel Cousin, candidat à Sarcelles-Nord-Est : « Dès que vous prenez un israélite avec vous, si ça ne marche pas, il se tait, et si ça marche, il essaie de vous foutre en l'air. » Le fondateur du III<sup>e</sup> Reich ne disait pas autre chose.

Mais comme l'affirme Le Pen, « le Front national est démocratique et républicain ».



## Proportionnelle

# Réponse à trois questions

Une centaine de personnalités ont lancé une pétition nationale pour exiger la proportionnelle intégrale. Le comité national qui dirige cette campagne a déjà reçu le soutien de nombreuses organisations dont la LCR, le PSU, le PCML, la FGA, les Verts. Mais les militants qui font signer la pétition sont parfois confrontés à une série de questions.

**1 Pourquoi les révolutionnaires, qui ne sont pas électoralistes, se mobilisent-ils pour un mode de scrutin ?** Certes, nous ne sommes pas électoralistes, c'est-à-dire que nous ne croyons pas que les travailleurs imposeront le changement par des bulletins de vote. Rien ne remplacera la lutte et la mobilisation. Cependant, nous ne pouvons être absents d'échéances électorales qui concernent des millions de travailleurs et permettent de faire apparaître, même de façon déformée, les rapports de forces dans le pays. Le rôle de l'éducation, des médias, de l'argent limitent bien évidemment le caractère démocratique de ces consultations. Nous avons quand même intérêt à nous battre pour arracher le maximum de démocratie. La bataille pour la proportionnelle intégrale a le mérite de mettre nos « démocrates » au pied du mur, de dénoncer leurs magouilles politiciennes, de faire apparaître le caractère « antidémocratique » des institutions de la V<sup>e</sup> République. Dans ce domaine comme dans les autres il serait erroné de ne pas utiliser jusqu'au bout les ressources de la « démocratie bourgeoise ».

**2 La proportionnelle ne risque-t-elle pas de faire le jeu de Le Pen ?** Ce mode de scrutin est en effet le plus démocratique en ce sens qu'il représente exactement la force de tous les courants politiques et, de ce fait, Le Pen aurait pas mal de députés. Mais ce serait malheureusement le résultat d'une réalité. Croit-on sérieusement qu'on liquidera cette force par des mesures administratives ? Voilà le piège que nous tendent tous ceux qui sont responsables de la percée du Front national et se refusent à se donner les vrais moyens de lutter contre, notamment en résorbant le chômage et en prenant à bras le corps le problème du racisme.

On ne combat pas une force antidémocratique en restreignant la démocratie, car cela se retournera un jour contre les travailleurs eux-mêmes. Refuser la proportionnelle c'est aussi refuser que d'autres forces comme les écologistes ou les révolutionnaires puissent se faire entendre au Parlement. C'est même prendre le risque de sur-représenter la droite aujourd'hui majoritaire dans le pays. Ce n'est donc pas par des artifices et des tripatouillages qu'on stoppera la montée du racisme et du fascisme en France, qu'on s'opposera au retour des battus d'hier.

**3 Quel est aujourd'hui l'intérêt d'une telle campagne ?** Outre les arguments évoqués ci-dessus, nous avons l'occasion de toucher de nombreux travailleurs qui en ont assez de voir la vie politique monopolisée par les grands partis et qui souhaitent un peu d'oxygène, en votant « utilement » pour d'autres formations. C'est aussi l'occasion de rassembler sur une campagne précise toute une série de militants et d'organisations dont beaucoup devraient pouvoir se retrouver dans le cadre d'une alternative anticapitaliste en 1986.

Georges Villetain

## PCF

# De la division au désistement

*Le PCF n'a pas tenu très longtemps le langage du rejet de la politique politicienne. Mettant dans le même sac le PS et la droite avant le premier tour, il retrouve des accents unitaires dès le soir du 10 mars. Les intérêts électoraux ont leur logique que la ligne politique du XXV<sup>e</sup> Congrès ignore.*

Avant le 10 mars, tout était clair. Il fallait rejeter d'un même mouvement « les partis de droite et le PS », qui « se font la guerre des petites phrases. Mais dans les faits, ni les uns ni les autres ne veulent toucher aux racines du mal ». Ainsi parlait Georges Marchais le

9 mars. L'appel du 4 mars, signé « Parti communiste français », ne disait pas autre chose quand il expliquait : « Regardez comme les partis de droite et le Parti socialiste vous appellent à vous résigner. Ils se querellent pour le pouvoir mais prônent les uns et les autres

la soumission à la crise, une politique de chômage et d'austérité. »

Le PCF, ailleurs et au-dessus de la mêlée politique, appliquait fidèlement la ligne du XXV<sup>e</sup> Congrès, celle de la dénonciation de la social-démocratie pour se dédouaner d'avoir géré avec elle une politique d'austérité tournée contre les travailleurs.

A cet égard, à Thionville le 7 mars, Georges Marchais avait longuement développé la thèse de la non-responsabilité du PCF quand il était au gouvernement : « A partir de là, est-ce qu'il est possible de dire que nous sommes responsables de ce qui s'est passé ? Mais ce n'est pas nous qui avons impulsé l'orientation

de ce gouvernement : nous avons quatre ministres sur quarante. » Le PCF n'avait les moyens ni dans les ministères ni ailleurs pour empêcher cette austérité (en l'occurrence le Plan acier et son cortège de chômage) de se mettre en place. Aveu d'échec et d'impuissance...

Arrive le score du premier tour. Certes une stabilisation, mais à un niveau suffisamment bas pour que la direction ne puisse pas parler de redressement. Que faire ?

### Profiter de l'effet anti-Le Pen

Changement de décor. Le 16 mars, veille du second tour, Roland Leroy, à la une de *l'Humanité*, précise : « Demain le choix est clair. Il s'agit de voter contre la droite et l'extrême droite ou de voter pour elles. » Pour bien se faire comprendre, Roland Leroy ajoute dans le même éditorial que « le seul moyen est de voter pour les candidats qui réunissent le soutien des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche et du PSU ».

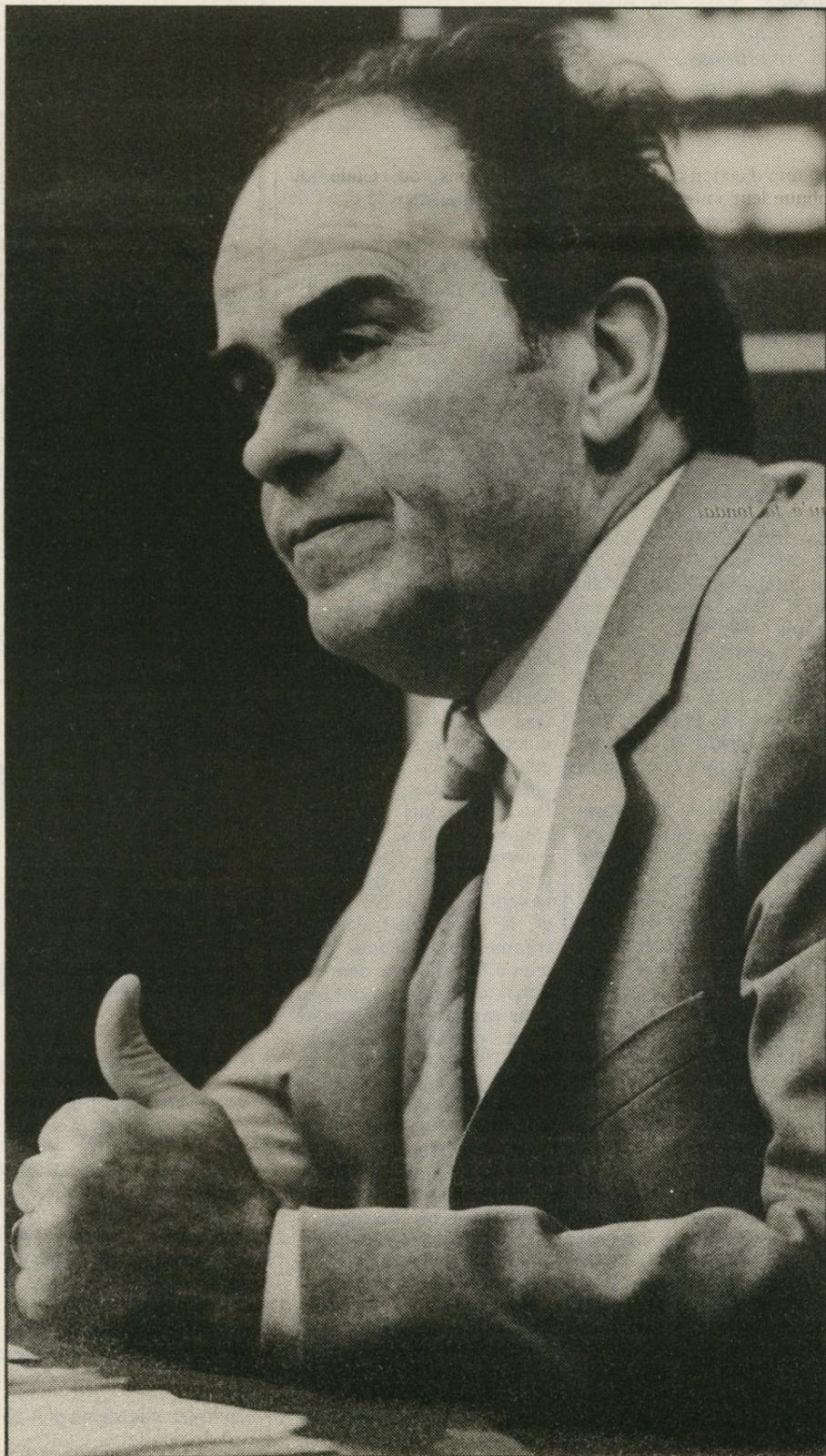
Les appels se multiplient pour un « rassemblement ». Pas le nouveau rassemblement populaire majoritaire. Le rassemblement républicain contre la droite. Dans *l'Humanité* du 15 mars, Georges Marchais est interrogé : « Mais ces appels au rassemblement pour le second tour ne sont-ils pas contradictoires avec la démarche de clarté et de lucidité politique que nous avons choisie au XXV<sup>e</sup> Congrès ? » La faute, dira le secrétaire général, en incombe au mode de scrutin, et le seul moyen de « ne pas permettre à la droite et à l'extrême droite d'exercer demain une main-mise dangereuse sur les conseils généraux », c'est le désistement.

Il est apparu à la direction du PCF que son électorat garderait de toute façon un réflexe antidroite et unitaire. De plus, pour sauver quelques sièges de plus, le recours au désistement redevient la seule tactique possible.

Enfin, le seul sursaut, qu'il était permis d'espérer, était celui provoqué par les résultats d'une extrême droite menaçante. Si bien que fut rangée au rayon des accessoires démodés l'argumentation selon laquelle il fallait s'attaquer « aux racines du mal » pour lutter contre Le Pen.

Apparaît une nouvelle fois l'empirisme absolu de la direction du PCF. Parler de zigzag devient navrant de banalité. Quel mot, pourtant, sied mieux aux oscillations des dirigeants communistes.

Jean Lantier



**Construire une force anticapitaliste**



## Un premier bilan

*Pendant la campagne des cantonales, notre camarade Alain Krivine a participé à une vingtaine de meetings dans lesquels il a pu développer les perspectives de la LCR visant à aider à la construction en France d'une gauche unitaire anticapitaliste. Dans toutes ces villes, la presse, la radio et la télé régionale ont souvent donné un grand écho à cette tournée. Nous lui avons demandé de tirer un premier bilan de ces débats et de faire le point sur les réactions que suscitent nos propositions.*

### • Qui vient dans ces meetings ?

Il faut d'abord souligner que dans la situation présente, à l'exception de quelques grands meetings régionaux, la quasi-totalité des réunions publiques organisées par les partis de gauche ont été des échecs. En ce qui nous concerne, et en comparaison avec les autres tournées, l'assistance était moyenne : entre cinquante et trois cents personnes. Avec plus de difficultés dans les grandes villes.

En règle générale, nos contacts qui travaillent quotidiennement avec nous dans les organisations de masse sont peu venus. Par contre un nouveau public est apparu, composé en grande partie de jeunes, d'anciens militants d'extrême gauche ou de gauche. L'aspect le plus intéressant c'est cette masse de jeunes, inorganisés, venant souvent en groupe et très sensibilisés par les problèmes du racisme, du chômage et aussi par le type de société pour lequel nous luttons.

### • Quelles sont les réactions sur le projet d'alternative ?

C'est certainement la question qui intéresse le plus les gens. Beaucoup sont conscients que si l'on veut débloquent la situation et redonner confiance à tous ceux qui refusent les capitulations de la gauche et qui s'inquiètent de la montée de Le Pen, il faut aujourd'hui regrouper toutes ces forces. Éviter que le choix en 1986 soit entre une gauche officielle discréditée, l'abstention ou le vote pour trois ou quatre listes à

la gauche de la gauche est la préoccupation centrale.

Comme disait récemment Jospin, « on sent un frémissement » depuis quelques mois, mais il n'est certainement pas derrière le gouvernement ; il est contre sa politique et la remontée de la droite et de l'extrême droite. Dans la jeunesse de plus en plus mobilisée contre le racisme, c'est visible. De nombreux syndicalistes n'acceptent plus les capitulations de leur direction. Les militants du PCF sont exaspérés par les zigzags de Georges Marchais. Enfin, les anciens militants d'extrême gauche sont aujourd'hui prêts à se remobiliser, dans un cadre unitaire. Il y a, en effet, une méfiance de plus en plus forte à l'égard de tous les partis politiques quels qu'ils soient.

La perspective d'un vaste regroupement alternatif apparaît comme une nécessité même s'il y a beaucoup de scepticisme sur la possibilité d'y arriver. A Agen, par exemple, il a fallu que ce soit quelqu'un de la salle qui se décide : « Mais qu'attendons-nous pour concrétiser un collectif ? » A la sortie, vingt-neuf personnes laissaient leur nom et adresse, plus d'une vingtaine à Lille. Dans une autre ville, le secrétaire départemental du Mouvement de la Paix, après avoir expliqué pourquoi « il voterait encore PC » se déclarait prêt à participer à un collectif. Près de Troyes, un militant qui avait été quarante ans au PC déclarait : « Je suis vieux, mais je vous donnerai un coup de main. » Ailleurs, deux élus, l'un au PS, l'autre au PC depuis fort longtemps, ont demandé à

discuter avec la LCR. Encore ailleurs, c'est le secrétaire de section du PC d'une ville industrielle. Lors des cantonales, près de Sedan ou près du Puy, des militants du PS ont appelé à voter pour une liste anticapitaliste. Certes il ne s'agit là que d'exemples encore très minoritaires, mais ils indiquent que quelque chose commence à bouger. Après une période d'hésitations, je crois que nos propositions commencent à faire leur chemin et qu'il va falloir se « jeter à l'eau ».

### • Où en est-on concrètement aujourd'hui ?

Je rappelle notre projet : rassembler tous ceux qui refusent la politique d'austérité du gouvernement, l'offensive de la droite et des fascistes, ceux qui veulent rompre avec cette économie de profit, responsable de la crise. Des écologistes anticapitalistes à l'extrême gauche politique, un large front peut se constituer. Débattre, agir sur des thèmes communs, et notamment se présenter unis aux élections, voilà ce que nous proposons. A l'échelle locale et régionale, des appels unitaires sont en discussion. Ils vont populariser l'idée de ce rassemblement, comme cela a déjà été fait avec la Gauche autogestionnaire en Champagne-Lorraine. Ailleurs, après des luttes, les travailleurs les plus combattifs commencent à se regrouper comme à la FNAC, ou après des débats et une intervention sur le Nicaragua et la Nouvelle-Calédonie comme aux chèques postaux à Paris. Sur le plan national, des réunions ont lieu pour envisager la possibilité d'une coalition alternative pour 1986. De leur côté, les Verts ont lancé un appel pour une alternative unitaire, qui va dans le même sens à condition qu'il n'y ait aucune exclusive contre l'extrême gauche. Il y aura certes bien des obstacles à surmonter, des méfiances aussi, mais nous sommes convaincus qu'il n'y a aujourd'hui pas d'autre voie à suivre que celle du regroupement unitaire de toutes les forces anticapitalistes.

Propos recueillis par Georges Villetain

# 2 500 000 francs pour 1986

## Des contrats militants dès maintenant

2 500 000 francs : une somme élevée, une somme à la hauteur des ressources qu'exige cette campagne politique centrale.

Une campagne qui jouera un rôle important dans la construction d'une force anticapitaliste pour battre la droite et l'austérité.

Une campagne pour présenter la LCR, mais aussi avec toutes les forces qui seront partie prenante d'un tel projet : le maximum de candidatures unitaires, une nouvelle force politique à la gauche de la gauche.

Dans toutes les circonscriptions, dans toutes les régions, des candidats unitaires doivent exprimer l'émergence d'une nouvelle force politique qui commence à tirer les enseignements de l'expérience de 1981, affirme une alternative à la politique du PS et du PCF.

Commençant dès maintenant une bataille pour la proportionnelle intégrale, les révolutionnaires se saisiront, en cas de modification de la loi électorale, de toutes les opportunités pour avoir des élus.

### Tout cela coûte beaucoup d'argent

2 500 000 francs : voilà le coût approximatif d'une campagne pour assurer une présence optimale de la LCR dans cette campagne.

Voilà pourquoi nous commençons dès maintenant la souscription auprès de tous nos sympathisants et amis.

Chaque initiative de la LCR, meetings, cercles ouverts, vente de Rouge, etc. doit être l'occasion de souscrire pour 1986.

Mais dès aujourd'hui, pour assurer la continuité et la régularité de cette souscription nous proposons à tous nos amis, à tous nos sympathisants un **contrat militant**.

Contrat de trois, six mois ou un an d'ici mars 1986 où chaque mois sera versée une contribution régulière de 50, 100, 200 francs ou plus pour la souscription 1986.

Ces contrats, dans une situation où nous avons besoin du soutien de tous, seront matérialisés par une lettre de la LCR et des cartes mensuelles qui seront remises à chaque versement.

Ces contrats, nouvelle forme de lien entre la LCR et des milliers de jeunes et de travailleurs, qui sympathisent avec la LCR sans être prêts dès maintenant à militer dans un parti, sont décisifs pour avoir les moyens de notre politique.

D'avance nous remercions tous nos sympathisants, tous nos amis pour leur soutien.

## Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la pers-

pective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

# La CGT reste sur place

Les 26 et 27 mars, la commission exécutive confédérale de la CGT puis le comité confédéral national, réuni exceptionnellement pour la circonstance, adopteront le document d'orientation préparatoire au 42<sup>e</sup> Congrès confédéral de fin novembre 1985.

Il est un reproche qu'on ne peut faire à la direction confédérale de la CGT. C'est celui de n'avoir pas appliqué l'orientation du 41<sup>e</sup> Congrès de juin 1982. Il définissait une ligne qui connaît aujourd'hui son bilan, celui de la régression de la centrale de Montreuil.

## L'adhésion à l'Union de la gauche

Lille, 13 juin 1982. Pierre Mauroy, maire et Premier ministre, dépose devant le congrès réuni dans sa ville le premier plan dit de « rigueur » (blocage des prix et blocage des salaires). Cette date, qui sera prise deux ans plus tard par la CGT comme le point de départ de l'austérité, n'est pas marquée à ce moment-là par un refus de cette politique mais par une adhésion.

Le président et la majorité parlementaire sont de gauche, « le gouvernement est constitué sur la base d'un accord politique entre le PS et le Parti communiste (...) Ces ensembles inédits (...) constituent une porte ouverte vers le changement à construire ». C'est dire que le premier plan de rigueur est délibérément ignoré.

Quelle sera « l'attitude de la CGT à l'égard du gouvernement »? « Le gouvernement n'est pas notre adversaire : il doit être notre partenaire (...) Cette réalité doit imprégner toute la pratique syndicale aujourd'hui, et suppose donc une rupture avec ce qui a été le lot quotidien des militantes et des militants durant trente-quatre ans : la lutte âpre et constante contre une politique économique et sociale d'un pouvoir au service du grand patronat, la riposte à une attitude gouvernementale fondée sur l'austérité (...) Cela appelle un style et un comportement nouveaux. »

Dès lors tout est dit : la condition sine qua non est de ne pas reconnaître le glissement progressif vers l'austérité, dès cette date de juin 1982. La conséquence, inscrite noir sur blanc au congrès de Lille, est de modérer les ardeurs revendicatives et le contenu même des revendications : « Dans la situation nouvelle, il existe de nombreuses raisons d'être plus ambitieux, plus exigeants, plus confiants aussi que par le passé. Mais cela

ne nous autorise pas à ignorer les réalités. La CGT n'a jamais eu comme règle de conduite "le tout, tout de suite", et pas davantage depuis le 10 mai. »

Se concrétise une démarche de conquêtes graduelles, revendiquée haut et fort par le congrès : « Dans ce contexte, la CGT considère que cette voie d'avancées successives pour les revendications comme au plan des réformes plus vastes est bien la meilleure, la plus adaptée, la plus sûre pour transformer vraiment les structures de notre pays. »

Nulle perspective concrète de mobilisation pour les travailleurs n'est issue de ce congrès. La démarche syndicale est d'abord celle du syndicalisme « banal » pour lequel « plaide » Henri Krasucki, celui de l'action catégorielle et diversifiée, adaptée aux « différentes composantes sociales ». S'il est fait mention de la nécessité de « l'intervention des travailleurs », la définition générale de leur place est tout autre : « La vigueur et l'ampleur du changement dépendent en fait d'un ensemble de facteurs : l'expression du suffrage universel, et puis, et surtout, la réalité et la force des choses, la volonté et l'intervention populaires dans tous les domaines, la conscience des travailleurs qu'elle évolue au rythme des événements, des luttes et des avancées elles-mêmes. »

## Jusqu'au boutisme dans le soutien

Cette orientation a été appliquée, et le compteur des combats non livrés en son nom s'est emballé. Forfait hospitalier, Plan acier, désindexation des salaires, licenciements massifs dans la Navale, le charbon et l'automobile, etc. Autant de caps doublés par une CGT dont la ligne d'horizon était tracée par la présence à Matignon de la coalition gouvernementale dans laquelle figurait le PCF.

La CGT soutient, s'arc-boute, tient bon, quels que soient les prix électoral et les effectifs à payer. Jusqu'à ce CCN des 15 et 16 mai 1984, quelques jours après la montée des 60 000 sidérurgistes à Paris, après que les députés du PS et du PCF aient voté les licenciements en votant la confiance au troisième gouvernement Mauroy. Lors de ce CCN,



La CGT à Renault : gestion ou lutte ?

nombreux sont les dirigeants de fédérations qui réclament « un tous ensemble ». Henri Krasucki tient bon, accepte que la CGT puisse être « amenée à une grande sévérité dans l'expression » de ses critiques, mais martèle en conclusion : « Si nous devons modifier fondamentalement notre appréciation, nous devrions en délibérer. » Bien sûr, il reconnaît qu'un

« certain nombre de mesures gouvernementales, la rigueur qui tourne à l'austérité et se traduit principalement par une baisse du pouvoir d'achat, la politique de recul industriel, l'aggravation du chômage et puis l'annonce du budget 1985 » posent problème. Mais, maintient-il, « nous sommes toujours dans l'opinion que la situation créée il y a trois ans (...) contient la possibilité

de faire accomplir des progrès ».

La résistance à l'idée du tous ensemble semble prendre fin pendant l'été. Tout rapprochement avec le départ du PCF du gouvernement est à faire sous peine de ne plus pouvoir suivre la direction confédérale dans sa trajectoire. Il apparaît dès lors que la manière dont Henri Krasucki parle à la rentrée de 1984 de la « grè-

ve générale », de mettre « deux millions de travailleurs dans la rue », est une couverture syndicale de la rupture de la coalition gouvernementale. Loin de redéfinir l'attitude à l'égard du gouvernement Fabius (pourtant, disait-il, « si un changement décisif intervient il faudrait en délibérer »), il se contente d'enchaîner verbales sans suite dans les faits. Se monte une opération syndicale de dramatisation à postériori de l'austérité, qui justifierait maintenant seulement la grève générale, alors qu'hier une démarche lente de réformes et d'avancées graduelles suffisait. La CGT reste sur place. La perte en effectifs, en suffrages, et surtout en crédibilité atteint un très haut niveau. Pas plus qu'hier sous Mauroy, la CGT ne l'a organisée, ni même préparée, cette mobilisation qui fit le succès des interviews du secrétaire général, de septembre à novembre, et sur laquelle le silence épais des directions d'UD et de fédérations s'est étendu.

C'est donc avec une impatience certaine qu'il convient d'attendre l'orientation que la direction confédérale actuelle va pouvoir proposer aux organismes confédérés pour le redressement de la centrale.

Jean Lantier

## L'«Humanité» découvre l'opposition dans la CFDT

« L'Humanité » du 13 mars consacrait un article à l'opposition CFDT. Une nouveauté ! Mais l'article, calomnieux, veut clore le débat au lieu de l'ouvrir.

Que faire devant l'affirmation de l'opposition dans la CFDT ? D'abord, le PCF a choisi le silence : « Un vrai débat d'orientation dans la CFDT ? Connais pas ! » Une tactique simple : « Chacun chez soi. Que les mécontents aillent à la CGT ! » Des militants et des syndicats proposant une orientation de lutte de classe n'existent pas à l'extérieur de « nos rangs ». Compris ? Ce choix avait amené, seul dans la presse, l'Humanité à faire le silence sur la déclaration de 130 syndicats lors du congrès de Metz en 1982...

Une telle attitude, cependant, suppose que les militants fassent semblant d'être sourds et aveugles. Cela, avec quelques difficultés, va peut-être un temps... Puis le quotidien du PCF

doit bien constater l'existence d'une forte opposition. Elle note même avec satisfaction que celle-ci veut promouvoir « l'action unitaire avec la CGT ». Pour le reste, la calomnie reste seule de règle : les positions réellement défendues par la minorité sont amalgamées à celles de la direction confédérale. Par exemple, dans le cas de la liquidation de Tréfinétaux de Dives-sur-mer : la direction métaux-CFDT a appliqué une ligne proconfédérale complice de la fermeture, la direction de la région Basse-Normandie est accusée de l'avoir approuvée alors qu'elle l'a au contraire combattue, comme la majorité des syndicats de la région.

Détail pour l'Humanité ? Les syndicats opposés à la

confédération apparaissent dans l'article comme des agents de la confédération.

Pêle-mêle, tous sont accusés de « grandes manœuvres ». Et, bravement, l'article non signé se conclut par une mise en garde : on ne peut nous ignorer, on « appelle à la vigilance », en soulignant fortement que « le langage se veut très anticapitaliste ».

Une façon, donc, de refuser le débat. Le choix diamétralement opposé à celui que nous avons fait nous-mêmes en constatant la possibilité et la nécessité d'une ample discussion, tant vis-à-vis du courant majoritaire que de la minorité en train de se regrouper dans la CFDT.

Pourtant, en ce moment, Edmond Maire reconnaît « un décalage entre l'échelon national et les militants ». L'Humanité, après toute la presse, constate que les problèmes d'orientation syndicale sont réellement discutés au sein de la CFDT. Tant mieux devrait, semble-t-il, dire le PCF :

abordons publiquement et franchement toutes les questions importantes, faisons apparaître les points d'accord, et les divergences.

Comment, sinon, « marcher séparément et frapper ensemble les ennemis de classe », pour reprendre une vieille formule toujours vraie ? A moins que l'unité d'action intersyndicale ne fasse pas partie du Rassemblement populaire majoritaire que le PCF se flatte de vouloir construire... Hypothèse absurde : l'alliance avec de petits commerçants locaux plus ou moins RPR ne remplacera pas l'unité ouvrière dans les entreprises. Et la reconstruction de cette unité, au cours des luttes, ne se fera pas sans de vrais débats publics, entre toutes les composantes du mouvement ouvrier, tous les courants des diverses organisations syndicales et politiques.

Mais le PCF préfère défendre « sa chasse gardée ».

P.R.

# Plus de la moitié des immigrés sont des «mal-logés»

## Profit, racisme et expulsions

En France, 30 % de la population vit dans des appartements surpeuplés, insalubres, sans sanitaires ou sans eau chaude.

Pour les immigrés, cela dépasse les 50 % vivant dans ces conditions. Assurer un logement correct aux immigrés a toujours été considéré comme superflu. Logements dégradés aux centres-villes, cités de transit, HLM dévalorisés, etc. Tel est leur lot ; ils n'ont que le droit de se taire.

En octobre 1984, le gouvernement se félicitait d'avoir recasé 90 % des occupants des cités de transit de la région parisienne.

Cependant qu'il faisait passer la participation des employeurs au logement des immigrés de 0,2 % à 0,1 %.

Quelle farce ! Alors qu'il est incapable d'obliger les municipalités, les offices HLM, et même les organismes de logement dépendant de l'État à loger les familles immigrées.

200 000 logements vides à Paris, dont une bonne partie possédée par des entreprises nationalisées.

En octobre 1984, le gouvernement se félicitait d'avoir recasé 90 % des occupants des cités de transit de la région parisienne.

Cependant qu'il faisait passer la participation des employeurs au logement des immigrés de 0,2 % à 0,1 %.

Quelle farce ! Alors qu'il est incapable d'obliger les municipalités, les offices HLM, et même les organismes de logement dépendant de l'État à loger les familles immigrées.

200 000 logements vides à Paris, dont une bonne partie possédée par des entreprises nationalisées.

En octobre 1984, le gouvernement se félicitait d'avoir recasé 90 % des occupants des cités de transit de la région parisienne.

Cependant qu'il faisait passer la participation des employeurs au logement des immigrés de 0,2 % à 0,1 %.

Quelle farce ! Alors qu'il est incapable d'obliger les municipalités, les offices HLM, et même les organismes de logement dépendant de l'État à loger les familles immigrées.

200 000 logements vides à Paris, dont une bonne partie possédée par des entreprises nationalisées.

En octobre 1984, le gouvernement se félicitait d'avoir recasé 90 % des occupants des cités de transit de la région parisienne.

Cependant qu'il faisait passer la participation des employeurs au logement des immigrés de 0,2 % à 0,1 %.

Quelle farce ! Alors qu'il est incapable d'obliger les municipalités, les offices HLM, et même les organismes de logement dépendant de l'État à loger les familles immigrées.

200 000 logements vides à Paris, dont une bonne partie possédée par des entreprises nationalisées.

## LUTTE DANS UN FOYER DE LA REGION PARISIENNE

### Vivre décemment

Des chambres grandes comme un placard, une chaise pour vingt... C'est pas la joie aux foyers AFTAM de Boulogne-Billancourt. Les résidents viennent d'être condamnés à être expulsés. Leur crime ? Ils réclamaient un logement décent. Un membre du comité des résidents, Birahima, nous a fait visiter.

Une inscription « Mort aux Nègres » à l'entrée de ces bâtiments qui semblent avoir trente ans, humides, malsains. Les peintures qui s'écaillent, les cuisines qui restent sales tout le week-end faute de personnel. Les chambres de 16 m<sup>2</sup> prévues pour deux personnes en accueillent trois.

« Le foyer est ouvert à tout vent, n'importe qui peut entrer. La direction vient seulement d'installer une porte au garage qui avait été peu à peu transformé en cimetière d'épaves. » L'entretien est nul : « Les peintures n'ont pas été refaites depuis 1974, date de la construction du foyer. Dans le bâtiment A, par étage nous disposons seulement de cinq réchauds (pour vingt-quatre personnes) et de trois douches dans un état lamentable ! » Les résidents du bâtiment B sont moins chanceux : « Cinq réchauds pour 32 personnes et trois douches. Ces conditions de vie et d'hygiène posent de gros problèmes en cas de maladie, qui

peuvent se propager très vite. Evidemment, le premier levé, même s'il fait attention, ne peut que réveiller les autres. Et nous travaillons presque tous en équipes, avec des horaires décalés. »

Nous ne sommes pas dans une cité de transit, mais au foyer Nationale, à Boulogne-Billancourt, où logent 444 travailleurs immigrés, dont la majorité travaillent à Renault-Billancourt.

Les résidents se battent depuis longtemps contre l'organisme qui gère le foyer, l'Association pour la formation et l'accueil des travailleurs migrants (AFTAM). Le premier volet de leur lutte porte sur l'amélioration des conditions de vie dans le foyer. Le second volet concerne la gestion de l'AFTAM et le refus des augmentations de 20 à 30 % décidés arbitrairement par cet organisme. Ils exigent d'avoir un droit de regard sur l'utilisation de leur argent : « Nous voulons savoir combien verse le FAS pour chaque résident par mois,

combien nous utilisons d'eau, d'électricité, de gaz, combien coûte l'entretien. Nous voulons participer à la gestion de notre caisse d'animation (qui s'occupe notamment du bar et de la salle de télévision). Cela fait des années que nous exigeons d'avoir accès aux comptes du foyer. Dernièrement, l'AFTAM avait promis de nous communiquer les documents, mais elle tergiverse depuis six mois. »

Au mois de janvier 1985, l'AFTAM a décidé de traîner les résidents devant la justice, afin de récupérer des impayés de loyer remontant à 1979 et à 1981. Les résidents avaient consigné ces sommes dans une banque suite à une grève des loyers.

« L'histoire remonte à 1979. Nous avons fait grève des loyers pendant deux mois pour que l'AFTAM mute l'ancien gérant qui détournait les fonds et refusait de satisfaire nos revendications. L'AFTAM a fini par céder et ne nous a pas obligés à payer ces deux mois qu'elle nous réclame aujourd'hui. »

« En 1981, nous avons dû mener sept mois de grève pour demander des conditions minimum de sécurité (il n'y a même pas d'escalier de secours dans le foyer d'à côté, qui fait partie du même comité de résidents), une amélioration substantielle des bâtiments. De plus, nous refusions les hausses abusives dont l'AFTAM refuse toujours de fournir les justificatifs. »

Depuis l'entrée en lutte des résidents, l'AFTAM a multiplié les tentatives de division (entre Algériens d'un côté et Maliens, Sénégalais et Mauritanais de l'autre). Heureusement, elle n'est pas parvenue à ses fins, ce qui l'a amenée à employer les grands moyens.

Le tribunal de grande instance de Nanterre a donc décidé, le 28 janvier, l'expulsion de tous les résidents sous quarante jours et une amende de 500 francs par personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

assemblée générale, a multiplié les démarches, les mobilisations afin de faire reculer l'AFTAM et d'obtenir l'annulation de l'expulsion. « Bien entendu, nous faisons appel de ce jugement. Nous avons obtenu des entrevues à la préfecture des Hauts-de-Seine, au ministère de la Solidarité nationale, sans résultats pour l'instant. Nous sommes soutenus aujourd'hui par la CGT et la CFDT de personne. L'AFTAM a refusé toute négociation. Depuis, le comité de résidents, élu en

Nous comptons bien que la mobilisation permettra de débloquer la situation. »

Aujourd'hui, sur trente-six foyers que gère l'AFTAM en France, dix-huit sont menacés du même sort. Les résidents luttent sur les mêmes revendications. Trois foyers ont été assignés en justice, les autres procès sont programmés pour 1985. « Si nous gagnions, cela serait un exemple pour les autres. Nous devons coordonner les activités, notamment pour obtenir le statut de locataire (aujourd'hui, on peut nous virer du jour au lendemain car nous n'avons aucun droit). Il existe un projet de loi datant de 1981, sous François Autain, mais il dort au fond d'un tiroir... Tant que nous ne serons pas considérés comme locataires, donc comme interlocuteurs, nous serons à la merci des organismes de gestion des foyers. »

Alice Queval



La cuisine du foyer de Boulogne-Billancourt.

## LYON

# Une occupation de logements vides

Depuis le 12 janvier 1985, douze familles immigrées occupent des logements vides à Lyon et dans la banlieue. Nous avons interviewé Gérard, militant CFDT, ouvrier chez Brandt, animateur de la Coordination logement.

● Depuis le 12 janvier 1985, douze familles immigrées occupent des HLM vides. Comment est née cette idée d'occupation ?

Au début nous étions dans un cadre strictement légal : inscription massive aux HLM, entrevues, démarches vis-à-vis des mairies, de la préfecture, etc. Mais les résultats ont été nuls. Les familles souffraient de la même situation (logements vétustes et exigus). Cela devenait intolérable. De là est apparue une initiative : occupation d'un logement vide par une famille immigrée à Vénissieux. Au bout de deux mois cette situation était régularisée. Au mois d'août, suite à une démolition, une famille immigrée ne trouvait rien pour se reloger. Elle occupe un logement. Cinq jours après, le bail était signé.

L'idée a mûri qu'il fallait envisager cette forme d'action à un niveau plus large. Cela dit, pour nous l'occupation n'était pas la résolution des problèmes du logement mais posait sur la place publique les discriminations dont sont victimes les familles immigrées.

En septembre 1984, l'idée est née et le 12 janvier 1985 douze

familles (algériennes et tunisiennes) s'installaient dans des logements vides, deux à Lyon même, les autres en banlieue (Villeurbanne, Bron, Saint-Priest, Pierre-Bénite, Vénissieux). Dans ces familles, il y a quatre femmes qui n'ont pas leurs papiers, et on posait par là même la question de la régularisation des papiers et du droit au regroupement familial.

● Quelles ont été les réactions des municipalités face à ces occupations ?

Celle de Lyon, de droite, « fait le mort ». Elle a l'avantage que dans les secteurs où ont lieu les occupations, ce sont soit des sociétés d'HLM qui n'ont rien à voir avec la municipalité, soit une régie privée. A Villeurbanne, Henu, socialiste, est passé à l'offensive le premier en diffusant une lettre citant le nom et l'adresse de la famille qui occupait, la dénonçant et la menaçant même d'expulsion de France. A Vénissieux, municipalité communiste, aucune manifestation de la mairie ou de la société HLM. Par contre on s'est fait « jeter » comme des malpropres alors qu'on demandait une entrevue au maire.

Enfin, leur rôle dans la circulation de l'information est énorme, même s'il n'est pas très spectaculaire.

## La coordination logement de Lyon

En février 1982, à l'initiative de trois sections CFDT, Paris-Rhône, Cables de Lyon et Brandt, se sont rencontrés des gens qui travaillaient sur la question du logement et des immigrés. Des sections syndicales d'entreprises CFDT, la CSF, la CSCV, la Cimade et des individus se sont ainsi retrouvés. Ils ont créé la Coordination logement.

Cette coordination a adopté une plate-forme : égalité

d'accès au logement dans les quartiers centre et les banlieues ; refus de toute notion de quota ou de répartition ; régularisation des papiers pour les femmes immigrées qui ne peuvent avoir leurs papiers à cause du logement ; réquisition des logements vides et leur attribution aux mal-logés et aux familles immigrées.

Coordination logement : 66 bis, rue Saint-Jean 69005 Lyon. Tél : (7) 342 21 09.

● Quelle place occupent les familles immigrées dans cette mobilisation ?

Déjà, ce sont elles qui occupent les logements. Quand on sait ce que représente pour un immigré le fait de se mettre dans une situation illégale, on mesure leur niveau de détermination et d'engagement. D'autre part, on a vu un élargissement significatif de la coordination à des familles immigrées. On arrive aujourd'hui à une proportion égale de Français et d'immigrés. Ce qui montre leur volonté de prendre leurs affaires en main.

Enfin, leur rôle dans la circulation de l'information est énorme, même s'il n'est pas très spectaculaire.

● Quelles sont les initiatives de popularisation prises ?

Dès le début de l'occupation, nous avons envoyé trois cents lettres annoncées à des personnalités, associations, partis, expliquant notre action et demandant leur soutien. Peu ont répondu jusqu'à présent à part l'Union départementale CFDT qui a pris en main la signature d'une pétition, des organisations d'extrême gauche, la LCR et Voie prolétarienne et des associations telle que l'ASTI. Nous avons aussi organisé un meeting, qui a regroupé quatre cents personnes dont 70 % d'immigrés.

● Plusieurs sections CFDT participent à la coordination, y a-t-il eu des répercussions dans les entreprises ?

● Quelles sont les perspectives ?

Deux entreprises, Paris-Rhône et CIAPEM (Brandt), sont directement concernées car deux travailleurs de ces entreprises occupent. A Paris-Rhône, c'est sur pression de la section CFDT que la direction a demandé une entrevue au préfet. Les autres syndicats ont refusé de soutenir l'action. A la CIAPEM il y a eu une prise de position commune CGT et CFDT de soutien. Mais cela a provoqué un débat violent dans la CGT. Il n'a pas été possible de faire prendre position au comité d'entreprise, la CGT se divisant sur cette question.

● Où en sont les occupations aujourd'hui ?

Elles tiennent toujours. Les tribunaux des référés, saisis par les sociétés HLM, ont donné un jugement plutôt en notre faveur, puisqu'ils ont reporté les expulsions pour dix d'entre elles. Le report variant de trois à douze mois. Des entrevues sont en cours avec les sociétés HLM.

Aucune ne veut signer le bail pour le logement occupé — question de principe, disent-elles — mais elles proposent le logement. Le problème c'est de savoir où. Nous ne voudrions pas retomber dans une solution qui mettrait en œuvre la répartition, les quotas. Nous voulons des propositions qui permettent aux familles de choisir.

● Et au niveau national ?

L'objectif est de faire au niveau national ce que nous avons fait à Lyon. C'est-à-dire regrouper dans une coordination nationale toutes les forces qui travaillent sur la question du logement. Je profite de cette tribune, pour demander à toutes ces associations de prendre contact avec nous, c'est un premier jalon.

Propos recueillis par notre correspondant



CFDT-RVI (CAEN)

# Construire l'unité pour l'emploi

Principale organisation syndicale de l'usine RVI de Blainville, près de Caen, la CFDT a une tradition unitaire. Celle-ci est rendue difficile par les temps qui courent. Aux contradictions dues à l'orientation de la CGT s'ajoutent les positions de la fédération métaux CFDT et de la confédération. Bernard Minerbe, l'un des responsables de la section CFDT, a accepté de faire avec nous le point de la situation.

● Où en êtes-vous, à RVI-Blainville, des menaces sur l'emploi ?

Les mesures de « licenciements secs » seront annoncées au comité central d'entreprise en juin : un plan de 2 550 suppressions d'emploi dans l'ensemble du groupe. Nous ne connaissons pas encore la répartition entre les divers établissements, au niveau national, ni celle entre les catégories. Nous savions aussi, après les explications qu'avait données Bernard Hanon, qu'il faudrait réduire les effectifs de quatre à cinq mille salariés pour ramener le total à moins de vingt mille si la perspective d'une fusion avec Volvo devait se préciser. Pour le moment, la direction avance des calculs pseudo-techniques sur un prétendu « équivalent homme-production d'un véhicule de neuf tonnes » : cela annonce sans doute un projet d'abandon de la branche poids lourds.

● En fait, l'entreprise nationalisée continue à sacrifier une région où le chômage est déjà très fort. Répondre à cette situation entraîne le risque d'opposer les travailleurs d'une région à ceux d'une autre...

Il faut être très prudent et précis sur cette question. En septembre 1983, la CFDT de Blainville a dénoncé le plan de la direction qui prévoit de ramener l'effectif à quatre mille en 1988 en ne conservant qu'une usine de montage (1). En janvier 1984, nous avons des chiffres significatifs : de 1979 à 1983 les effectifs totaux des usines de la région Rhône-Alpes ont diminué de 3,55 %, ceux de Blainville de 13,06 %. Même si des établissements RVI de Rhône-Alpes ont été touchés, il s'agit plutôt d'une répartition différente entre eux, alors que la proportion et le nombre d'emplois qualifiés diminuent de façon importante à Blainville.

● Quel a été le rôle de la coordination CFDT de RVI ?

Nous participons à l'inter-CFDT. Mais nous n'y avons

pas trouvé une structure syndicale jouant un rôle moteur pour unifier les perspectives. D'où une incompréhension et une absence de coordination efficace. L'inter-CFDT n'explique pas la situation telle qu'elle est. Pour notre part, qui dira que nous avons tort de demander que les emplois qui nous ont été pris soient restitués à Blainville ?

● Quelles sont vos revendications ?

Sur le plan de l'avenir de l'usine nous voulons quatre choses. Tout d'abord, stopper les démantèlements en cours, par exemple en mécanique, aux études, à l'entretien, aux méthodes, à l'outillage. Au total, cela signifie 428 embauches, dont 158 ouvriers, 220 étam, 50 cadres. Ensuite, il est nécessaire d'obtenir la reprise et le développement des activités de l'outillage et du « service achat », indispensables pour préserver et accroître les achats de sous-traitance de RVI en Basse-Normandie : pour le moment, cela représente moins de 3 % des achats de l'usine.

Pour défendre l'avenir de l'entreprise, nous devons aussi conserver la maîtrise, localement, des produits que nous fabriquons. Pour ce faire, il faut conserver et développer les services nécessaires à la conception, à la mise en œuvre et à la réalisation des véhicules. Cela suppose la formation des agents de réalisation aux nouveaux moyens de production, ce qui n'est pas le cas dans les objectifs de formation de la direction. Cela implique aussi, pour la mécanique, qu'elle retrouve une importante activité de fabrication de boîtes de vitesses en Basse-Normandie. De même, en ce qui concerne les techniques nouvelles utilisées par RVI, des investissements importants doivent être faits : alors que Blainville a été choisi pour faire le nouveau modèle, le CS-200 pour le marché américain, il est choquant que le capot moteur en plastique reste réalisé en Rhône-Alpes faute d'installations fort simples à réaliser à Blainville.

En même temps que ces exigences visant à assurer



l'avenir de l'entreprise, nous revendiquons les 35 heures, sans perte de pouvoir d'achat pour les bas et moyens salaires. Nous précisons aussi que cela doit se faire avec le maintien total de la masse salariale de façon à pouvoir créer des emplois.

Les gains de productivité actuels et à venir soulignent l'urgence d'une réduction du temps de travail, ainsi que de la limitation des heures supplémentaires et de leur récupération en temps de repos.

Cet ensemble de revendications s'accompagne nécessairement de mesures de protection du marché par rapport à la concurrence étrangère.

● Cela te semble vraiment indissociable ?

Oui, actuellement, pour faire face à la concurrence, qui pratique le « dumping » sur le marché français, la direction fait la même chose : elle pratique des rabais sur le prix de vente des camions. Je trouve choquant que l'entreprise RVI, nationalisée, verse des fonds publics, sous forme de rabais, aux patrons du transport routier privé. Des « normes » de protection du marché doivent donc être instaurées, prenant le relais de ce systé-

me de rabais. De telles mesures sont d'ailleurs appliquées, pour protéger leur marché, par des pays voisins. Par exemple, la RFA a défini 1 500 « normes » sur le véhicule industriel.

● Comment pouvez-vous mobiliser, dans l'entreprise, en ce moment, étant donné l'ampleur des problèmes posés ?

Les effets nationaux se font sentir à Blainville : il est difficile de mobiliser, de créer un rapport de forces. Je pense qu'il existe une minorité qui veut se battre. Et, s'il faut passer par des actions minoritaires pour élargir l'action, cela me paraît préférable. Nous ne pouvons pas attendre la mobilisation générale venant d'elles-mêmes de l'extérieur.

En janvier, par exemple, nous avons occupé à une centaine le viaduc de Calix pendant une heure trente. Et nous avons ainsi atteint notre objectif, qui était alors de sensibiliser les pouvoirs publics et les élus locaux à la situation catastrophique de Blainville et de la région.

● Peux-tu préciser l'état de vos relations avec la CGT ?

L'unité d'action avec la CGT reste notre objectif,

même si ce n'est pas toujours facile. Des actions unitaires ont lieu à Blainville, chaque fois que cela est possible, notamment pour l'emploi.

● Que ce soit pour les 35 heures, l'avenir de la branche automobile ou le choix de l'unité d'action, vous vous trouvez en opposition avec l'orientation confédérale. Comment les militants vivent-ils cela ?

Les divergences avec la fédération sont difficiles à vivre syndicalement. Elle propose, par exemple, la « stratégie du paquet » : elle veut discuter avec les directions d'entreprises sur l'ensemble des aspects à négocier. Je pense qu'il n'est pas acceptable de discuter et de négocier éventuellement en mélangeant tout ensemble : les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail.

Il est difficile aussi de lire dans la presse que la FGMM (2) souhaite négocier la flexibilité sur la base du protocole de décembre. Ou encore de voir le but de la formation pour la FGMM : notre souci est de chercher à éviter les formations propres à l'usine, alors que la fédération accepte de prendre en considération les objectifs patronaux, les cercles de qualité, etc.

Notre fédération CFDT, pour résumer, reste très favorable à la négociation sans se soucier de mobilisation. Les réactions des adhérents et même des travailleurs sont très vives, par exemple lors des diverses déclarations en faveur de la flexibilité. La section de RVI a d'ailleurs réagi contre cette position : nous avons distribué dès le lundi matin un tract donnant notre position et s'opposant au type d'accord dont le bureau national avait discuté pendant le week-end.

Une consolation pour nous, les positions de notre union régionale, de l'URP (3), d'Hacuitex et d'autres syndicats. Cela nous permet d'expliquer que les positions actuelles de la confédération peuvent être remises en cause. Nous restons persuadés que la confédération peut évoluer favorablement. Et le congrès de Bordeaux nous permettra d'avoir des précisions.

Propos recueillis par Pierre Rème

1. L'effectif était de 7 650 en 1976 et de 4 850 en 1985.  
2. FGMM : Fédération générale métaux mines.  
3. L'Union régionale parisienne a changé de majorité à son dernier congrès. Voir Rouge du 8 février et Syndicalisme hebdo du 7 mars.

# Les JCR ont tenu leur V<sup>e</sup> congrès

Une quinzaine de comités antiracistes lycéens à Marseille, plus de 1 000 personnes qui manifestent à Apt (10 000 habitants) contre Le Pen, une charte des lycéens contre l'extrême droite et le racisme en préparation à Strasbourg, la construction de l'Association des jeunes contre la galère à Pau... Voilà ce qui est à mettre à l'actif des JCR ces derniers mois et voilà ce qui a été discuté lors du V<sup>e</sup> Congrès qui a rassemblé environ 150 jeunes le week-end dernier à Saint-Denis.

## Pour ne pas faire de la politique idiot

L'année dernière, plus de six cents jeunes de toute l'Europe s'étaient rassemblés en Forêt noire (RFA), pour passer une semaine de vacances politiques. Après ce succès, les organisations de jeunesse, solidaires de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont décidé de renouveler l'initiative. Le V<sup>e</sup> Congrès des JCR a été l'occasion de lancer la campagne pour le deuxième camp international de jeunesse.

Cette année, il se déroulera du 21 au 28 juillet, dans le sud de la France, dans les Landes.

Dans toute l'Europe, dans tout le monde, la jeunesse lutte contre cette société qui n'a rien à lui offrir. Le camp permettra de réunir des jeunes qui se sont battus aux côtés de la Révolution, en Grande-Bretagne, contre Thatcher, en solidarité avec la grève des mineurs ; Rebel, Maulwurf aux Pays-Bas et en RFA, contre l'implantation des missiles ; Revoluzione, en Italie, contre la répression sexuelle des jeunes ; des JCR contre Le Pen.

Ils pourront participer à des tables rondes, avec des personnalités, des spécialistes sur le tiers monde, l'extrême droite, la guerre des étoiles, l'agression US en Amérique centrale, etc.

Cette semaine sera aussi une semaine de vacances et de loisirs, pour « ne pas faire de la politique idiot ». Bien sûr, le soleil est attendu, pour bronzer, pour aller se baigner, se balader.

La chaleur aidera à l'animation des concerts, le soir.

Le camp international des jeunes doit être considéré comme une initiative importante pour les révolutionnaires. Les jeunes sont massivement dans la rue contre Le Pen. Les jeunes ne se reconnaissent pas dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Les JCR entendent montrer que se battre contre le système ne passe pas forcément par l'ennui. On peut s'organiser, on peut construire une organisation avec des problèmes, des préoccupations de jeunes.

A tous ceux que les révolutionnaires côtoient et qui cherchent une solution pour se battre efficacement contre la montée du racisme, contre le chômage, le camp doit servir de point de ralliement.

Avec les militants de la Jeunesse sandiniste, du FMLN, avec les organisations de jeunesse solidaires de la IV<sup>e</sup> Internationale, le camp veut être le symbole du « monde que nous voulons construire (...) sans discrimination de sexe, d'âge ou de race (...) un monde où tous pourront vivre, savoir et décider, rire et danser » (motion votée par le congrès). C'est une nouvelle étape dans la « construction d'une internationale révolutionnaire des jeunes, contre les patrons, les bureaucrates, les fauteurs de guerre, les racistes et les sexistes ».

Serge Emery

Ce V<sup>e</sup> Congrès a été plus « jeune » que les précédents. Il a montré une organisation nouvelle correspondant à la jeunesse qui se radicalise, qui se mobilise depuis plusieurs mois contre la crise ; contre le racisme et les agressions contre les jeunes immigrés, contre le chômage et le travail précaire qui rejettent plus de 50 % des jeunes.

Les discussions autour des cinq motions soumises au vote du congrès (contre le racisme et le fascisme, contre le chômage et le travail précaire, contre l'impérialisme, contre le camp d'été) ont permis de tracer l'activité des JCR. D'ici les élections législatives de 1986, tant attendues par les Chirac et les Le Pen pour reprendre le pouvoir en approfondissant leurs discours racistes et xénophobes, nous avons décidé de mettre toutes nos forces contre Le Pen et le racisme, pour l'égalité

des droits, notamment le droit de vote.

Un tel rapport de forces a commencé à se construire depuis la marche des « Beurs » en décembre 1983 et s'est poursuivi à travers la construction d'associations, de comités de jeunes, de l'initiative de Convergence 84 en décembre dernier et des nombreuses manifestations contre Le Pen. Aujourd'hui, l'écho recueilli par SOS-racisme avec le badge « Touche pas à mon pote » est un atout décisif pour aller de l'avant : il prouve la volonté des jeunes de s'opposer à la percée de Le Pen ; il permettra dans les jours à venir d'approfondir et d'appuyer la construction du mouvement des jeunes.

Le congrès a également réaffirmé son combat contre le chômage des jeunes et les prétendues « solutions » du gouvernement (TUC, stages de formation bidons, con-

trats précaires...) en organisant les jeunes et en prenant des initiatives partout.

Alors que la société capitaliste en crise n'offre comme perspective aux jeunes que le chômage, la misère, la violence et le racisme, les JCR ont réaffirmé leur totale solidarité avec les jeunes sandinistes du Nicaragua qui construisent une autre société pour en finir avec cette barbarie. Ils ont, chaleureusement, reçu le soutien d'un représentant du FLNKS. Le congrès a assuré son soutien dans la lutte jusqu'au bout contre le colonialisme français et les mercenaires caldoces.

Le congrès portait également sur les problèmes de construction des JCR en partant d'un constat : si 50 % des jeunes s'abstiennent lors des élections, s'ils désertent les partis politiques et les syndicats, la politique les intéresse. N'affirment-ils pas leur volonté de se battre pour un autre ave-

nir, de se doter de leurs propres structures ? Et cette autonomie se retrouve dans les JCR, leur fonctionnement et c'est aussi cela le bilan du congrès. Une organisation de jeunesse se construit et est réellement prise en charge par les jeunes eux-mêmes à tous les niveaux : les campagnes, le fonctionnement, l'élection d'une direction.

Un choix important a été fait par le congrès : il a décidé de lancer un nouveau journal qui sera réalisé par une nouvelle équipe de rédaction et fera appel à tous les jeunes qui veulent s'exprimer. Il sera ainsi un peu plus que le journal des JCR en se faisant l'écho de tout ce qui se passe dans la jeunesse et dont personne ne veut parler. Il associe largement les lecteurs, dès son numéro zéro qui vient de sortir, en faisant appel à eux pour trouver son nom.

C. Gaël

## Editorial des feuilles d'entreprises

# Leur échec n'est pas le nôtre

Le Pen, Le Pen... Comme une pub mille fois matraquée, Le Pen est la coqueluche des médias. C'est que les cantonales se soldent par une bonne opération du courant raciste et pétainiste : il s'est stabilisé, il a forcé la droite dite classique à en faire un allié.

## A droite, Le Pen fait fureur

Les cantonales de mars 1985, c'est d'abord l'image de cette droite, Chirac et Lecanuet, qui, la main sur le cœur, jurent de ne pas se compromettre avec Le Pen. Puis, les sombres calculs électoraux aidant, les voilà négociant, dans les arrières-cours des officines locales de la droite, des arrangements. Et soudain Le Pen la grande gueule, Le Pen l'intransigeant transige avec les notables locaux du RPR et de l'UDF. Manière de dire : « Moi, Le Pen, je vous donne mes électeurs, mais pensez à moi en 1986... » Les Toubon et autre Barre y penseront, soyons-en sûr !

Bref, le Front national de Le Pen s'est stabilisé, a conquis un électorat populaire, et devient par la grâce de la droite une organisation raciste gagnant une respectabilité et la place du cinquième, dans la fameuse bande des quatre.

## La droite, une nouvelle fois majoritaire

Quant à la droite traditionnelle, celle qui ne condamne pas les discours racistes, mais qui les juge simplement trop tonitruants, elle est une nouvelle fois majoritaire après l'avoir été aux municipales de 1983 et aux européennes de 1984. Pour passer la barre des 50 %, elle a besoin de l'extrême droite. Mais, sur le fond, elle

a déjà radicalisé son discours, et ses intentions paraissent claires : s'attaquer à la manière de Thatcher aux acquis ouvriers, aux organisations des travailleurs, au nom d'un libéralisme qui sent en fait la guerre de classe.

## Le prix des trahisons de la gauche

Dans ce concert réactionnaire, la gauche apparaît paralysée, incapable de réagir, d'empêcher la course à l'échec. Piètre obstacle à la droite, ce PS qui appelle à voter... à droite contre l'extrême droite ! Et tout cela parce que Mitterrand rêve d'un Front républicain, c'est-à-dire d'une nouvelle majorité ouverte à des secteurs de la droite « démocratique » contre le péril fasciste, qui s'allierait au PS pour continuer en sa compagnie l'austérité contre les travailleurs.

Et le PCF ? Ailleurs, seul, comme si tout cela ne le concernait plus, il tente de sauver ce qui peut l'être encore. Il espère s'en tirer en soignant son électorat, l'alimentant en critiques véhémentes contre le PS sans rien proposer comme alternative ni mobilisation.

## Sortir de l'impasse

Nous ne voulons pas en reprendre pour vingt ans avec la droite, mais nous ne voulons pas continuer de subir l'austérité de gauche. Cela, des milliers de travailleurs le pensent. C'est pour le dire haut et fort, aujourd'hui dans les luttes, et demain en 1986, que la LCR s'attache à construire une force unitaire, large, ouverte à celles et ceux qui luttent contre le capitalisme en crise. Sortir de l'impasse dans laquelle droite et gauche nous ont enfermés, cela passe par là.

### Je désire m'inscrire au camp international.

Ci-joint un chèque de 250 francs d'arrhes  
Le prix est de 500 francs.

Nom Prénom

Adresse.

chèque à l'ordre de C.Castaing

## NOUVELLE-CALEDONIE

## Le grand jeu de Pisani

*Pisani pratique la douche écossaise. Après avoir fait donner ses gendarmes, il se fait tout sucre pour entraîner le FLNKS derrière lui, en mettant la dernière main à son plan. A Nouméa, dont le maire est le RPCR Laroque, l'USTKE appelle lundi 25 à une grève des travailleurs municipaux, qui devrait être bien suivie.*

## ● DE NOTRE ENVOYE SPECIAL

Il reste peu de temps à Edgard Pisani et au gouvernement pour se fabriquer une majorité en Nouvelle-Calédonie. Annoncé le 7 janvier, le plan Pisani n'obtient toujours pas l'appui d'une partie substantielle de l'électorat caldoche et immigré. De son côté, le FLNKS le considère comme un plan néo-colonial qui s'adresse

tout au plus aux Européens pour essayer de les rassurer. Pisani doit maintenant mettre les bouchées doubles. D'autant que son crédit est assez inégal à Paris.

Après avoir, durant un mois, durement manié le bâton contre les Kanaks et laissé se multiplier les interventions policières dans les tribus, il opte désormais pour une politique de charme envers le FLNKS. Il ne

lui reste de toute manière guère d'autre choix. Ukeiwé et le RPCR refusent de s'afficher publiquement à ses côtés et préparent leur propre projet. Quant aux partis du type du LKS ou du PS-Caillard, ils sont trop petits pour constituer une troisième force crédible. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'agissent pas dans les coulisses du Haut-Commissariat.

Pisani a donc décidé de diminuer la pression policière pour favoriser le dialogue avec le Front. Cette question fut probablement l'un des points de sa récente rencontre éclair avec Tjibaou. Il s'efforce, depuis deux semaines, à grand renfort de démagogie de montrer aux Kanaks qu'il est résolument dans leur camp face à la réaction locale. A Ukeiwé qui décline une invitation à



Photo du haut : manifestation de 3 000 militants du FLNKS, vendredi 11 mars, à Nouméa. Photo du bas : le raid de la gendarmerie lancé sur les tribus de Saint-Philippo.

Edgard Pisani en compagnie de Nidoish Naisseline, leader du LKS.



## SAINT-LO

tion départementale du PSU au FLNKS.

Le meeting préparé par l'antenne locale de l'association annoncé dans *Ouest-France* fut précédé d'une conférence de presse. Quatre-vingts personnes, le samedi 16 mars, se sont réunies. Etaient présents dans la salle et apportaient le soutien de leurs organisations : PS, LCR, CGT et CFTD. Le PS représenté par le secrétaire départemental Poirier se fit remarquer en défendant le plan Pisani. Le débat fut précédé d'un montage diapos fait par la nièce de Pierre Declercq (secrétaire général de l'UC assassiné en 1981). Trois mille francs de collecte furent rassemblés et la somme de mille francs, ce qui restait sur son compte, fut donnée par l'ex-fédéra-

## POITIERS

Le vendredi 15, malgré une couverture de presse limitée, soixante personnes, dont des Kanaks, sont venues à la réunion-débat animée par un membre de l'association et un militant du FLNKS. Quelques militants d'organisations africaines ont pu enrichir le débat sur la question des luttes de libération nationale et légitimer ainsi la lutte de libération du peuple kanak. A cette occasion, beaucoup de brochures, de matériels d'information ont été achetés. L'association poitevine s'est engagée à préparer activement la journée du 20 avril.

déjeuner, il envoie une lettre salée et provocante que l'autre s'empresse évidemment de rendre public.

## Une opération charme

L'interview au *Monde* arrive à propos pour préciser les sentiments du haut-commissaire. La police française aide au bon moment ses collègues australiens pour découvrir un trafic d'armes de fachos calédoniens, etc.

Pisani veut absolument obtenir — ne serait-ce que pour l'avenir de sa carrière — au moins l'appui implicite du FLNKS. Il estime, sans doute, que si le Front adhère à l'esprit de son plan, nombre d'Européens, rassurés, se décideront à voter en faveur de l'indépendance lors du référendum. C'est encore une fois un pari extrêmement aléatoire.

Le Front subit des pressions contradictoires ; il entre dans une nouvelle pério-

de de réflexion. Très attentifs aux possibilités de retour de la droite en France, certains militants se demandent s'il ne faut pas au moins obtenir, grâce au plan Pisani, une souveraineté formelle, qui permettrait par la suite d'agir et de lui donner un autre contenu. Mais, dans ce cas, que faire des clauses du projet gouvernemental sur le statut privilégié de Nouméa, sur celui de résident privilégié offert aux Européens et sur la présence des troupes françaises. L'Etat-associé peut-il être un Etat que l'on reconquiert de l'intérieur, une fois obtenue l'indépendance ? Telles vont être les questions posées au Front

dans les jours et les semaines à venir.

Pisani de son côté va proposer d'améliorer son plan notamment en insistant sur le développement des régions, l'aide au développement et la modification du système scolaire. Le gouvernement se rend bien compte que plus vite il désamorcera la crise calédonienne, plus vite il accordera l'indépendance, plus vite celle-ci nécessitera l'aide et la présence française. Le temps perdu favorise la radicalisation de la base du Front qui apprend à s'organiser, à se défendre, à changer de système scolaire, etc.

Le projet néo-colonialiste

implique que la métropole donne un appareil d'Etat clés en main. Perdre du temps c'est laisser le peuple kanak construire, dans la lutte, une vraie souveraineté. Voilà donc la signification de l'opération charme d'Edgard Pisani qui vient de rappeler à un syndicat de retraités européens que « la garantie des garanties est dans le maintien d'une forte présence de la France qui restera seule responsable de la défense et de la sécurité publique, louera une base militaire et fournira au nouvel Etat une part considérable de ses ressources humaines et financières ».

Claude Gabriel

## INTERVIEW DE LEOPOLD JOREDIE

# Maintenir la pression

Léopold Jorédié a trente-huit ans, il est ministre de la Sécurité dans le Gouvernement provisoire de Kanaky. Il est membre de la commission exécutive de l'Union calédonienne, organisation à laquelle il adhère en 1975. Il est suppléant au bureau politique du FLNKS.

● Au congrès de Nakéty, le FLNKS avait évoqué le problème de l'autodéfense. Mais aujourd'hui, lorsqu'on voit ce qui se passe dans certains endroits, on a l'impression qu'il n'y a plus d'autodéfense. Peux-tu donner ton point de vue là-dessus ?

Les comités locaux, qui n'étaient avant que des cercles d'organisation de réunions dans les régions, sont devenus des comités de lutte. Ils doivent s'organiser pour maintenir la pression afin de faire aboutir nos revendications. Ils doivent le faire sur le plan social, économique mais aussi sur celui de l'autodéfense pour répondre à la répression des forces de l'ordre. Compte tenu de l'ampleur de ces forces sur le territoire, nous ne pouvons nous organiser en vue d'une lutte armée. Nous nous organisons donc pour simplement maintenir la pression jusqu'à l'aboutissement de nos revendications. Il faut négocier, mais pour maintenir le dia-

logue, on est obligé de maintenir la pression, ce qui explique que l'on continue à mener des actions.

● Mais quand à Thio, par exemple, les gens s'organisent pour jeter des pierres sur les voitures des salariés de la Société Le Nickel, ce n'est pas simplement de l'autodéfense ?

A Thio, c'est un cas particulier. Après le 18 novembre, nous n'avons chassé personne de Thio. Le FLNKS a laissé les gens circuler librement à l'intérieur de la ville et il y aurait pu avoir un consensus là-dessus. Le FLNKS a dit : on laisse les gens circuler à l'intérieur de la ville mais on contrôle les gens qui sortent pour éviter qu'ils ramènent des armes. Or les gens ont quitté Thio. S'ils reviennent c'est une provocation. Ils ne sont pas revenus en disant à nos militants qu'ils avaient eu peur et que maintenant, ils voulaient reprendre le travail. Je pense que dans ces condi-



tions, les militants locaux auraient accepté. Ils sont revenus sous forme d'une provocation.

## La place des jeunes

● La place des jeunes a-t-elle changé dans la lutte, depuis le 18 novembre ?

Les jeunes ont fait un pas dans leur prise de conscience. Ils sentent qu'ils sont en train de vivre une lutte de libération. Auparavant, quand on parlait à un jeune, il n'avait pas le temps parce qu'il allait à son match de football. Aujourd'hui, c'est complètement différent. Ça les a grandi d'un seul coup,

ils participent aux réunions.

● Mais n'y a-t-il pas de problème de prise de parole avec les vieux ?

On s'est partagé le travail avec les vieux. Les vieux nous ont dit : « On a compris le sens du combat, vous le menez à votre niveau et nous au nôtre. » Ils donnent les ordres pour préparer à manger et nous on organise les actions et les réunions.

● En ce qui concerne les jeunes de Nouméa, de la cité Pierre Lenquête, de la vallée du Tir, par exemple ?

Là, je ne dis pas qu'il n'y a pas de problème. Il y a du travail à faire. On essaye de faire des réunions de quartier et des réunions de responsables. Cela peut faire bouler de neige ensuite. Dans les réunions de quartier, on nomme des responsables de la sécurité. Mais à Nouméa, on ne peut pas faire grand-chose.

## La conscience progresse

● Quel bilan tirez-vous des actions menées autour d'Eloi Machoro, à Thio, après le 18 novembre ?

Thio était la seule municipalité tenue par le Front national et la seule commune de la côte Est entre les mains des Européens. Ce qui s'est passé à Thio a fait beaucoup avancer la lutte

du peuple kanak. Les Kanaks qui travaillaient à la SLN ont arrêté. Aujourd'hui, certains se disent qu'ils ne retravailleront qu'après l'indépendance. Pisani n'a pas compris cela quand il dit qu'il faut un retour à la normale. Les gens de Thio ont dit que les terres et les mines étaient à eux. Ils ne céderont pas. Je crois que s'il y avait eu deux ou trois Thio, on aurait presque réglé le problème de l'indépendance. Il n'y en a eu qu'un seul mais cela a fait progresser la conscience. Les gens sont plus nationalistes, plus fiers d'être Kanaks. Les gens de Lifou qui avaient séquestré le sous-préfet nous ont dit que c'était pour donner un coup de main à Eloi, pour qu'il ne soit pas trop seul.

● L'image de la situation en Nouvelle-Calédonie qui était donnée voilà quelque temps en France était celle de populations qui harcelaient les forces de l'ordre. Comment interpréter cela ?

Les Kanaks pensent que depuis le 18 novembre, ils sont dans une phase de libération. Toutes les actions qu'ils mènent se situent dans ce cadre-là, alors que le gouvernement se place de l'autre côté. Pour lui, tout acte de ce type est un délit de droit commun. Pour nous, ce sont des actes politiques.

Propos recueillis le 14 mars 1985 par Claude Gabriel

## Le symbole de Thio

Ce week-end, notre envoyé spécial en Nouvelle-Calédonie était à Thio, où il a assisté à la réunion du comité de lutte régional du FLNKS.

● Thio. De notre envoyé spécial.

Aujourd'hui, le comité de lutte de la région se réunit avec les militants pour faire le point. C'est à la tribune de Windu que va se dérouler l'assemblée. Depuis dix jours, la vallée est calme, le Front y a décidé une trêve pour le deuil du jeune Aldo Tonhouerie, retrouvé mort dans la rivière. La voiture monte dans la forêt, quelques groupes de jeunes ouvrent le chemin. La vigilance reste de rigueur et les tribus sont toujours en autodéfense.

A dix heures, c'est le vieux Toura, qui représente

la grande chefferie, qui fait la coutume et demande l'hospitalité pour tous les participants. Raymond Chagniroua, le petit chef, lui répond et insiste sur l'unité à préserver. La réunion regroupe environ soixante-quinze personnes entre trente-cinq et cinquante ans. Quelques visages connus : les frères Moindou, Guy Tamai. Les jeunes sont un peu à l'écart, ensemble. Les femmes préparent le repas, quelques-unes viendront assister au débat un peu plus tard.

Le comité de lutte présente la situation puis on donne la parole à Léopold Jorédié, membre du gouver-

nement provisoire, pour qu'il fasse le point sur le plan Pisani. Le débat tourne autour des rapports avec la municipalité, avec la Société Le Nickel (SLN).

L'un des membres du comité rappelle que Thio symbolise la lutte des Kanaks, on y trouve le problème du nickel et celui de la terre, trois colons se partageant pratiquement la vallée. On parle du référendum et de la possibilité pour Pisani d'être majoritaire. Les avis sont partagés. Un militant : « Si le vote est négatif, il ne restera que les armes. » Un autre : « On parle de plus en plus de la question des armes, tant que les Blancs en auront plus que nous, ils auront leur grande gueule. »

Le comité de lutte a mis en place une commission des sages, une commission inter-ethnique. C'est cette dernière qui va donc essayer une nouvelle fois d'expliquer aux travailleurs

blancs de la SLN la lutte du peuple kanak, mais l'espoir de réussir est très mince.

Ici on connaît bien la SLN. Beaucoup y ont travaillé depuis longtemps et ont quitté leur poste après le 18 novembre. Les militants sont fiers d'avoir été les compagnons d'Eloi Machoro dont le portrait est ostensiblement affiché mais ils se sentent aussi très isolés. Plusieurs ont fait remarquer pendant la réunion que le bureau politique ne vient pas ici assez souvent.

On sait que Pisani voudrait bien amadouer Thio. Mais on demande aussi au bureau politique pourquoi il n'y a pas d'autres Thio ailleurs. L'inquiétude est évidente et un militant en exprime peut-être les raisons en lançant : « Vous, à Nouméa, vous êtes là pour négocier ; nous, sur le terrain, notre rôle c'est les actions. » Tous approuvent.

Claude Gabriel



La voiture du chef du centre SLN après l'impact d'une pierre.

NOUVELLE-CALEDONIE

# Ecole populaire et contre-société

La question du boycott de l'école coloniale et de la mise en place d'une école populaire amène la population kanake à débattre tant sur les rapports avec la direction du FLNKS que sur un projet de contre-société. En toile de fond, toujours la question : « Quelle indépendance ? »

Le dernier congrès du FLNKS à Nakety avait discuté d'un éventuel boycott de l'école coloniale. Il avait demandé à ses comités locaux d'en débattre. La majorité d'entre eux avait opté pour le boycott immédiat et la mise en place d'une école populaire kanake. Cette idée de contre-société est, évidemment, très mobilisatrice. Mais sa mise en œuvre pose de gros problèmes dans lesquels l'on retrouve les particularités du peuple kanak et du FLNKS lui-même.

La réunion des comités de lutte de toute la région Paci, qui s'est tenue le samedi 16 mars à la tribu de Wagap, sur la côte Est, a été l'occasion d'y voir plus clair. Plus de cent personnes, hommes et femmes, se sont retrouvées là, en présence d'une délégation du bureau politique du Front, pour faire le point sur le boycott de la rentrée scolaire et la mise en place d'une école populaire.

« Chez nous, explique un délégué, les gens étaient pour le boycott mais à condition qu'il soit général dans le pays. » Dans la région d'un autre participant certains parents d'élèves craignent qu'il n'y ait pas l'indépendance en 1986 et que l'école populaire ne puisse continuer. A Kone, sept tribus sur neuf maintenaient encore le boycott mais le problème des allocations familiales que l'on va perdre en n'envoyant pas les gamins à la communale est soulevé. Le comité de lutte de Kone a recensé 189 enfants de la maternelle à la classe de troisième concernés. Or, pour le moment c'est l'improvisation : ni les programmes ni l'encadrement n'ont été discutés. Un comité de la côte Est prend la parole en affichant un schéma complet sur les buts de l'école populaire : « Une école au service du peuple, pour construire le socialisme, mais qui aura ses limites à cause de la lutte et des problèmes de sécurité. »

tes à cause de la lutte et des problèmes de sécurité. »

Des sentiments partagés

La femme qui décrit ce projet est une enseignante. Elle insiste sur le fait que les encadreurs devront « transmettre une idéologie nouvelle ». Les autres comités recopient les tableaux et notent les propositions.

Toute la matinée sera utilisée à écouter les rapports des comités locaux. La synthèse montre que la population est assez partagée entre le désir de refuser l'école coloniale et la crainte immédiate de faire un saut dans l'inconnu. Le résultat c'est que le boycott est très inégalement suivi. Certains reprochent au FLNKS de ne pas avoir fait du boycott une consigne générale.

A Hienghène des gens ont envoyé leurs gosses à l'école coloniale parce que Jean-Marie Tjibaou l'a fait. Mais « Jean-Marie n'a pas voulu s'occuper de ça, il a dit que c'était au comité de lutte local de prendre sa décision et de mettre en place une structure ».

Et puis il y a partout le problème du salaire de l'enseignant indépendantiste qui applique le boycott, il y a celui des locaux, celui de l'enseignement secondaire, etc.

Tous les comités ont souligné le rôle de l'enseignement en langue locale et de l'usage du français comme seconde langue. Tous intègrent la coutume et l'histoire des luttes du peuple kanak dans les programmes.

Débats en profondeur

Ici, en pays kanak, il faut le temps pour la réflexion et la palabre. La décision du congrès de renvoyer la question scolaire au niveau de chaque comité répond à ce besoin. Une décision venant d'en haut n'aurait sans doute pas permis aux tribus de soulever autant de problèmes, de faire ainsi progresser la conscience des

gens. Mais la méthode suivie a, bien entendu, ses inconvénients.

A quel moment est-il nécessaire de faire la synthèse et de donner une position précise et nationale de tout le FLNKS ? A partir de quelle étape faut-il que la direction nationale intervienne et aide les comités de lutte ? Peut-on convaincre les hésitants sans construire un rapport de forces national ? Voilà les questions que chacun se posait à Wagap.

Si la direction n'y répond pas clairement, ce n'est pas simplement par souci de pédagogie et d'autogestion des comités locaux. La direction du FLNKS entreprend de résoudre la multitude des problèmes qui l'assaillent en s'appuyant d'abord sur les expériences locales et non sur un projet de stratégie et de société déjà élaboré. Ce pragmatisme général donne à chaque comité et à chaque région d'immenses responsabilités. Mais cette démarche peut coûter cher au FLNKS au moment des grandes manœuvres politiques de Pisani.

Le haut-commissaire vient de découvrir, après le démarrage du boycott, le problème de l'enseignement en Nouvelle-Calédonie. Il a déclaré que la scolarité en langue locale était sans doute une bonne chose. Une occasion, pour lui, de récupérer des préoccupations du Front pour éviter une radicalisation et un projet scolaire kanak plus élaboré qui saperait les bases d'une future coopération enseignante francophone, telle qu'elle se pratique en Afrique noire.

La réunion de Wagap a mis tout cela en évidence, mais elle confirme la force et l'enthousiasme de ce peuple kanak, de ce monde rural isolé qui met un soin extrême à discuter de son avenir et à rompre avec le colonialisme. Ici, pas de théorie, pas de références, pas de modèle, mais un sentiment national très fort.

Claude Gabriel

BELGIQUE

100 000 manifestants antimissiles

C'est une importante démonstration de vitalité qu'a réussie le mouvement pacifiste belge, pourtant sous le coup de la décision du gouvernement de se plier au diktat de l'OTAN, en acceptant finalement le déploiement des euromissiles américains sur son territoire. Le 17 mars, ils étaient 100 000 réunis à l'occasion de cette première étape de la riposte. Voilà de quoi souligner la « popularité » de la décision gouvernementale et aiguïser les contradictions qui se sont manifestées sur ce terrain au sein de la coalition au pouvoir.

Dans le cortège, la présence de nos camarades belges a pu faire entendre la voix de ceux qui s'opposent à tout compromis avec l'alliance impérialiste. Une délégation de la LCR, venue de Lille, était à leur côté. Clou de la journée, les pitreries du Premier ministre Wilfried Martens qui a expliqué à la télévision quelques heures avant la manifestation que si sa raison l'avait conduit à renforcer la cohésion de l'alliance atlantique, son cœur battait à l'unisson des marcheurs de la paix. Un signe parmi d'autres qui indique que rien n'est définitivement joué en Belgique en dépit de la brusque décision du gouvernement d'accepter les missiles.

AFRIQUE DU SUD

Les crimes de l'apartheid

Les ghettos noirs d'Afrique du Sud ont encore vu le sang couler. Tandis qu'étaient enterrées les dix-huit victimes de la police dans le camp de squatters de Crossroads, près du Cap, à travers le pays, les affrontements reprenaient. Quatre Noirs ont été abattus en différents points du territoire. Mais il faut aussi noter la découverte du cadavre d'un policier et la mort d'un enfant lors de l'attaque de la maison d'un collaborateur avec le régime raciste.

Cette année 1985 démontre s'il était besoin que ni la répression sanglante ni l'ensemble du système de lois qui régissent la vie quotidienne des Noirs d'Afrique du Sud ne suffisent à endiguer la combativité et la volonté des masses exploitées sud-africaines de mettre à bas l'apartheid. La protestation s'amplifie aux Etats-Unis, principal soutien de Pretoria. En France, aussi, la solidarité avec le combat antiapartheid doit se développer pour isoler totalement l'Afrique du Sud raciste.

Vient de paraître

**Critique Communiste**  
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)  
n° 39 mars 85 14 fr.

- Sommaire
- Nicaragua: Les menaces de Reagan
  - Les femmes et la politique
  - XXV<sup>e</sup> Congrès du PCF: un repli sans perspective
  - LES FRUITS SECS DE L'AUSTERITE
  - La mort ténébreuse de Léon Sedov
  - Le PC allemand face aux nazis

Coordination syndicale internationale

Pour coordonner leur action contre le géant américain de l'automobile, les représentants de 140 000 employés des usines Ford de seize pays se sont réunis les 16 et 17 mars à Liverpool. Organiser la solidarité entre les entreprises à l'échelle internationale est indispensable face à la politique des multinationales. Durant la grève déclenchée en RFA par l'IG Metall, en faveur de la semaine de 35 heures, Ford a voulu

compenser les pertes de production en important des pièces d'Afrique du Sud, où le groupe est implanté.

C'est donc pour contrer ce genre de pratiques, notamment en constituant une banque de données accessible aux différents syndicats concernés, et aussi pour peser plus fort dans les négociations, que la conférence de Liverpool a décidé d'instituer cette coordination.

Un cas parmi quelques autres

Paul Naud est arrivé de France voilà vingt ans comme enseignant. Il raconte : « Une de mes premières expériences ici, c'était à Bourail où j'avais été nommé. Dans une épicerie j'attendais mon tour derrière des Kanaks. La patronne veut me servir d'abord comme c'était la coutume, parce que j'étais Blanc. J'ai refusé. Depuis

ce jour j'ai été catalogué. » Paul Naud est maintenant à Poindimié où il est la cible de la droite et du LKS, qui en ont fait bien entendu un meneur de Kanaks. Il était à la réunion de Wagap sur l'enseignement. Il est l'exemple de ces Français qui ont choisi le bon camp.

C. G.



## La petite fille au tambour

Ce film de Georges Roy Hill (*Butch Cassidy et le Kid*, *Abattoir 5*, *l'Arnaque...*) est tiré d'un très bon roman de John Le Carre. C'est dire aussitôt que la manipulation en est l'un des principaux ressorts. Qui est qui dans cette histoire de terrorisme? Des Israéliens aux Palestiniens, qui ment et qui dit la vérité? Qui porte un masque?

Alors, bien sûr, inutile de chercher une approche politique du problème palestinien, ni même un exposé romancé sur les forces

ouvertes ou occultes qui animent le Moyen-Orient. Même écrit et tourné avant l'invasion du Liban, et ses répercussions locales et internationales, le film de G.-R. Hill est à peu près aussi impossible à réduire au format d'une analyse politique de la situation au Proche-Orient que *la Taupe*, *Comme un collégien* ou *l'Espion qui venait du froid* à celui des rapports Est-Ouest.

Reste donc un film presque aussi désabusé que le regard que portait Le Carre

sur la nébuleuse terroriste internationale dans son livre, dont toute l'ambiguïté repose sur les différents

masques et mensonges derrière lesquels s'animent les principaux protagonistes.

M. Laszlo

## Staline

On ne va pas s'étendre, ce serait faire trop d'honneur à la canaillerie. Rien d'autre que l'anticommunisme le plus vil. La voix indignée du commentateur, après avoir débité les pires lieux communs et multiplié omissions ou amalgames se demande s'il est possible de trouver une seule qualité à Staline (la notion de stalinisme est inconnue). Bonimenteurs et plumitifs bourgeois savent bien que Staline a une qualité: permettre de régler son compte à la révolution. Staline est un monstre, certes, mais déjà Lénine et l'autre, Trotsky,

le valaient bien. Ils sont affublés de voix haineuses de petits massacreurs. D'ailleurs tous ces bolchos c'est rien que du linge sale. L'utilisation du nom de Souvarine est une insulte à la mémoire des antistaliniens. Le pacte germano-soviétique est le « gros morceau » du film et c'est là, sans doute, qu'il prend son véritable sens. Minimum d'analyse et maximum de grossièreté dans les faits annoncent cette conclusion: Hitler filleul de Staline. Le Pen fils de Marchais? Ben voyons.

Piotr

## La rivière

Comme le beau film de R. Benton *les Saisons du cœur*, *la Rivière* remet au goût du jour les dramatiques problèmes de survie auxquels sont actuellement confrontés les petits paysans américains. Hélas, *la Rivière* n'est pas *les Raisins de la colère* de l'ère Reagan; essentiellement d'ailleurs parce que Rydell ne sera jamais Ford. Les ficelles de son film sont grosses, et le sen-

timentalisme y noie (si j'ose dire...) trop souvent les aspects percutants du scénario.

A partir d'un sujet qui brassait habilement quelques thèmes actuels, Mark Rydell a réalisé un film qui sonne parfois faux, au ton édifiant et au happy-end absolument incroyable. Pas étonnant alors qu'il ait obtenu quatre nominations aux Oscars...

M. Laszlo

## Les spécialistes

Il n'y a quasi rien à dire des *Spécialistes*. L'idée de départ est une idée de producteur (en l'occurrence C. Fechner) destinée à retrouver le filon des films d'aventure français des années soixante. Or, n'est pas Robert Enrico qui veut. Enrico, qui avait successivement réussi *les Grandes Gueules* avec Bourvil et Lino Ventura et *les Aventuriers* avec Delon et Ventura, est un bon metteur en scène: Leconte, qui

s'était fait une petite spécialité des films façon « café-théâtre », n'est qu'un faiseur: et il y a entre les films d'Enrico et ces *Spécialistes* tout ce qui sépare toujours un western d'Anthony Mann d'un succédané italien... Malgré G. Lanvin qui a l'air de s'emmerder (ce qui est un comble pour un film d'action!) le film est fade et inodore.

M. L.

## 4<sup>e</sup> festival juif

Du 19 mars au 2 avril se tient au cinéma Rivoli Beaubourg le 4<sup>e</sup> festival du film juif. Il est organisé autour de la justice, précisément des procès, les vrais, les faux, les truqués, à l'Ouest comme à l'Est (Dreyfus, Rosenberg, Blum, Nuremberg, Prague, etc.) et autour du nazisme. Des débats sur ces thèmes, étendus aux racis-

mes en tous genres, clôtureront un certain nombre de soirées (Kiejman, Vidal-Naquet, Costa-Gavras, D. Mayer, etc.). Enfin, hommage sera rendu à Karl Freund, cinéaste et directeur de la photo, l'un des créateurs de l'expressionnisme allemand. Le festival sera à Marseille du 16 au 23 avril.

Les Oscars, césars, hochets et breloques que s'autodistribuent les « professionnels » du cinéma laissent-ils jamais de grands souvenirs? Que valent « les Ripoux » face à « Péril en la demeure », que vaut « la Rivière », quatre fois nominée aux Oscars, face à « Brazil »? Que vaut le cinéma qui ronronne face à celui qui sait encore émerveiller?



● **Vendredi** 20 h 35 (FR3), *Histoire d'un jour: 24 mai 1968*, le pouvoir est dans la rue! (Voir ci-contre.)

● **Samedi** 20 h 40 (TF1), *le Diable dans le bénitier*, téléfilm de Jean Lhote actualisant satiriquement le vieux débat entre Don Camillo et Peppone...

22 h (TF1), « Droit de réponse »: « fric-frac » où l'on va certainement parler d'IGF (impôt sur les grandes fortunes...)

● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *les Oiseaux* d'Alfred Hitchcock avec Rod Taylor et Tippi Hedren. Parabole apocalyptique traitée de main de maître par le diabolique sir Alfred. Les transparences sont remarquables et la fin aussi « ouverte » que le trou noir de l'infini...

22 h 30 (FR3), *Young Mister Lincoln* de John Ford avec Henry Fonda. C'est l'un des cinq ou six plus beaux films jamais tournés

par Ford et, certainement, l'une des plus admirables leçons d'humanisme de l'histoire du cinéma américain. La jeunesse d'Abe Lincoln, génialement personnifié par Fonda, est l'occasion d'une réflexion brillante sur la vérité et la loi; tour à tour bucolique, violent et truculent *Young Mister Lincoln* témoigne du génie de Ford et de son profond amour de l'homme. S'il y en a encore qui pensent qu'il ne fut que le réalisateur de la geste des tunique bleues, qu'ils regardent ce film qui, en trente-cinq ans, n'a pas pris une seule ride.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *le Train sifflera trois fois* de Fred Zinneman avec Gary Cooper et Grace Kelly. Trop surestimé et parfois irritant par sa symbolique un peu simpliste, ce western classique qui déroule son action dans une triple unité de lieu, de temps et d'action, pa-

raîtra aujourd'hui un peu fade, malgré la présence de Gary Cooper.

20 h 35 (FR3) *Cap Canaille* de Juliet Berto et J.-H. Roger. Moins réussi que *Neige*, ce film, qui hésite constamment entre la référence à Godard et celle au réalisme poétique des grands films français de l'entre-deux-guerres, reste un essai...

● **Mardi** 20 h 40 (A2), *Tueurs de dames* d'Alexander Mackendrick avec Alec Guinness, Herbert Lom et Peter Sellers. L'une des plus savoureuses démonstrations de l'humour britannique! Ce film de Mackendrick, noir de ton et rose de teint se savoure plus qu'il ne se voit. Ne ratez pas ce petit chef-d'œuvre d'humour noir!

● **Judi** 14 h 50 (A2) *la Guerre des mondes* de Byron Haskin avec Gene Barry d'après H.-G. Wells. Le carton pâte des studios hollywoodiens des années cinquante possède un charme rétro indéniable...

● **Vendredi** 20 h 35 (FR3), le magazine « Vendredi » propose un document sur les nouveaux émigrés polonais de Chicago: *Welcome to America...*

23 h (A2), *Haute Pègre* inaugure un petit cycle (trois films) d'Ernst Lubitsch. Datant de 1932, ce-

lui-ci contient tous les ingrédients d'un savoir-faire que les historiens du cinéma ne

pouvaient pas faire moins que d'appeler « the Lubitsch's touch ». Voir un

film de Lubitsch, c'est prendre une leçon de comédie. Michel Laszlo

## Histoire d'un jour: Mai 68

Le 24 mai 1968, pour riposter au vote parlementaire qui vient de rejeter une motion de censure de l'opposition, pour répondre à l'interdiction de séjour en France de Cohn-Bendit, l'UNEF, les Comités d'action lycéens, le « 22 mars », les Comités d'action qui se sont créés dans la plupart des quartiers appellent à une manifestation Gare de Lyon. La CGT convoque, elle, place Balard et Gare d'Austerlitz... Sur les dizaines de milliers de cégétistes présents à ce dernier rassemblement, plusieurs milliers rejoindront le cortège de la Gare de Lyon qui, fort de plus de cent mille personnes, se dirige vers le cœur de Paris... Après des affrontements à Bastille, à Belleville, aux Halles, la Bourse est prise. La police protège l'Elysée, et les symboles du pouvoir sont à prendre... Pourtant, comme le raconteront Daniel Bensaid et Henri We-

ber dans *Mai 1968: une répétition générale*:

« Pour la première fois Paris devenait le Quartier latin. La révolte étudiante grossie de l'avant-garde ouvrière avait fait voler en éclats son ghetto. Mais sans direction politique, tiré à hue et à dia, le gros du cortège piétine devant l'Opéra comme à la croisée des chemins. (...) Dès le 24, les forces conscientes du mouvement sont à bout d'initiatives, ou du moins à court d'initiatives à la mesure de leurs possibilités. Le retour au Quartier en témoigne. Le PC se refuse quoi qu'il advienne à poser sa candidature au pouvoir et le courant révolutionnaire qui se constitue sur sa gauche n'est pas encore prêt à le suppléer: ceux qui peuvent prendre le pouvoir le refusent; et ceux qui le veulent ne le peuvent pas encore. » (Editions Maspéro, 1968.)

Autour de ce 24 mai 1968, Philippe Alfonsi et

son équipe ont voulu présenter pas mal de documents, et essayer d'organiser trois débats entre « ex »-adversaires ou (pour le débat entre Jobert et Maurice Grimaud) ex-complices...

Nous verrons donc un ancien photographe de presse retrouver un ancien flic devenu syndicaliste musclé... François Missoffe, qui était à l'époque ministre de la Jeunesse et des Sports, affronter Romain Goupil, qui fut l'un des animateurs des Comités d'action lycéens de 68... et Michel Jobert, à l'époque directeur du cabinet de Georges Pompidou, retrouver Maurice Grimaud, à l'époque préfet de poli-

ce... En somme, une émission pour nos enfants, afin de leur montrer quels aventuriers nous fumes quelques dix-huit ans auparavant...

M. L.

# La nouvelle donne de la militarisation de l'espace

Avec la reprise officielle des pourparlers stratégiques entre les représentants de l'impérialisme américain et ceux de la bureaucratie soviétique, à Genève, le 12 mars dernier, c'est une situation « anormale » qui prend fin. Depuis la suspension en décembre 1983, des négociations INF sur les armements à portée intermédiaire à la suite du déploiement des euromissiles de l'OTAN en Grande-Bretagne, en Italie et en RFA, les deux Etats les plus puissants de la planète, engagés l'un et l'autre dans une folle course à la militarisation, ne disposaient plus d'un forum bi-polaire de confrontation, indispensable pour le maintien de l'ordre international.

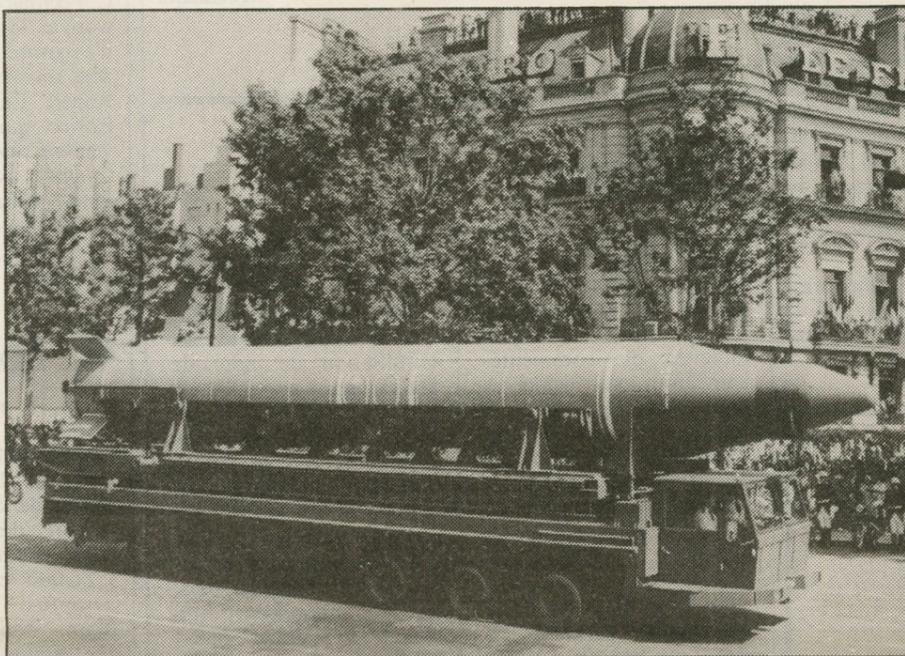
L'impérialisme et la bureaucratie ont en effet tous deux besoin d'un cadre permanent de négociations qui leur permette de maîtriser et contrôler les développements multiples de la course aux armements. C'est cet instrument qui leur faisait défaut et qu'ils retrouvent désormais à Genève.

## Les risques d'emballement

La phase actuelle de militarisation qui envahit toute la planète à l'initiative de l'impérialisme exige un tel degré de mobilisation scientifique, économique et industrielle, met en jeu de tels intérêts que les risques d'emballement sont inhérents à l'entreprise elle-même. Sur la base d'une technologie en perpétuel renouvellement, en ce qui concerne par exemple la miniaturisation des charges et des vecteurs, les stratèges de l'OTAN ont pu concevoir la perspective de guerres nucléaires limitées, projetant leurs élucubrations dans un scénario précis de bataille en Europe (Airland-battle 2000) devenu la référence obligée des états-majors occidentaux. Il ne s'agit fort heureusement pour l'heure que d'un exemple théorique...

De manière plus générale, le vieil équilibre de la terreur fondé sur « l'assurance des destructions mutuelles inacceptables » est entré dans une crise profonde réduisant d'autant la crédibilité des stratégies de la dissuasion. Trois facteurs de destabilisation agissent en effet de concert pour aggraver cette crise. La miniaturisation des charges nucléaires, les fameux « mini-nukes » minent la dissuasion par le bas, ouvrant la voie à une possible utilisation de ces armements nucléaires dans des conflits limités,

*La préparation d'un nouveau bond en avant de la militarisation à l'initiative de Reagan, dans la perspective de « la guerre des étoiles », crée une situation nouvelle, bouleverse les certitudes stratégiques des vingt-cinq dernières années et prépare dans tous les cas une offensive en règle contre le niveau de vie des masses.*



Missile « sol-sol ».

ce qui stimule en outre une prolifération nucléaire anarchique.

Le développement des « technologies émergentes » dans le secteur des armements conventionnels contribue davantage encore à effacer le seuil qui séparait traditionnellement l'utilisation de ces armements de celle des armes nucléaires. Et puis, il y a maintenant la militarisation de l'espace, cette perspective de « la guerre des étoiles », tout à la fois stratégie défensive et offensive qui ruine la crédibilité de la dissuasion par le haut, au moins tendanciellement.

C'est pourquoi les centres impérialistes comme la bureaucratie doivent impérativement faire des choix et essayer dans toute la

mesure du possible de maîtriser ensemble les processus en cours et cela indépendamment du personnel politique en place dans les deux capitales. Leurs retrouvailles à Genève n'ont pas d'autre objet et n'ouvrent en aucun cas une quelconque perspective de désarmement.

## Contradiction explosive à Moscou

Cependant si l'impérialisme et la bureaucratie manifestent aujourd'hui un commun désir de négocier, les uns et les

autres sont motivés par des situations fort différentes.

La bureaucratie soviétique doit affronter une contradiction explosive : elle ne peut sans risques s'engager cette fois dans le sillage de l'impérialisme dans une course à la militarisation de l'espace qui dépasse de loin ses possibilités financières. Première hypothèse, ouvertement envisagée par le Pentagone, Moscou jette l'éponge et se contente de ses bombardiers plutôt que de refondre son arsenal d'engins balistiques pour répondre à l'initiative de défense stratégique de Reagan. Résultats escomptés dans ce cas par le porte-parole du Pentagone, M. Fürniss, « un retour à la période relativement stable des années cinquante », autrement dit à une écrasante supériorité américaine. Seconde hypothèse, tout aussi difficile à envisager pour la bureaucratie, celle d'une réforme économique en profondeur, seule susceptible de dégager les ressources suffisantes pour lui permettre de participer à la compétition militaire dans l'espace avec les Etats-Unis. C'est en cela que la course à la militarisation de l'espace est beaucoup plus dangereuse pour Moscou que les phases précédentes de la course aux armements.

Ajoutons que la direction soviétique ne peut pas compter sur l'arme politique de la mobilisation des masses à l'Ouest en raison même du discrédit qui est le sien à l'issue de la bataille des euromissiles qu'elle a perdue en trahissant le puissant mouvement pacifiste européen. Sous la direction de Gorbatchev, la bureaucratie s'orientera probablement vers une grande offensive de charme diplomatique en direction des gouvernements capitalistes européens, comptant sur eux pour freiner les ardeurs spatiales des dirigeants américains. Autant dire que la stratégie soviétique de riposte à Washington risque de s'enliser très rapidement par la force des choses.

## Le reaganisme en question

Du côté de l'impérialisme américain, pour être moins aiguës, les difficultés n'en sont pas moins réelles. La principale d'entre elles, en dépit des moyens considérables déjà dégagés, réside dans le coût des nouvelles technologies nécessaires à la militarisation de l'espace. Le Congrès US a déjà voté des crédits à hauteur de vingt-cinq milliards de dollars pour ce dernier et seul programme. Cela se révélera pourtant rapidement insuffisant et les experts américains envisagent déjà pour dégager de nouveaux fonds une importante réduction de leur arsenal nucléaire en dehors bien sûr de sa composante sous-marine réputée la moins vulnérable.

Plus généralement, le poids du secteur « militaire » dans l'économie américaine s'avère plus dangereux que bénéfique pour la stabilisation d'une reprise à laquelle il avait grandement contribué, mettant par là même en valeur le caractère artificiel et limité de celle-ci. Enfin, et ce n'est pas le moindre des problèmes de l'administration Reagan, les séquelles de la chaude bataille des euromissiles livrée en Europe contraignent Washington à la recherche d'un compromis acceptable pour ses alliés européens, qui ont presque tous émis des réserves par rapport à l'initiative de défense stratégique de Reagan. Autant de contradictions politiques qui viennent contrarier les intérêts du plus puissant lobby militaro-industriel de la planète, et ce en dépit du contrôle du jeu diplomatique par l'Etat américain.

Voilà sous quels auspices reprennent les négociations entre Moscou et Washington, négociations qui promettent d'être fort longues et qui ne peuvent faire illusion qu'à la seule condition de méconnaître les enjeux réels qu'elles recèlent.

J.-L. Michel

Le sous-marin nucléaire « le Terrible », lors de son lancement.

